

**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU MALI**  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Comité National de la Balance des Paiements

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

MALI 2020





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU MALI**  
Ministère de l'Economie et des Finances  
**Comité National de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

MALI 2020





**REPUBLIQUE DU MALI**  
Ministère de l'Economie et des Finances  
**Comité National de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

(Elaborée selon les principes et règles édictés par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI parue en 2009)

---

*SECRETARIAT DU COMITE ASSURE PAR LA BCEAO*  
94, AVENUE MOUSSA TRAVELE  
BP 206 - BAMAKO - MALI  
TEL. (223) 20 22 37 56  
FAX. 223) 20 22 47 86  
[WWW.BCEAO.INT](http://WWW.BCEAO.INT)

**MALI 2020**

## Sommaire

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	7
1. Conjoncture économique et financière internationale.....	7
2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali.....	11
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	16
1.1 Balance commerciale de biens.....	17
1.1.1 Exportations de biens .....	18
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens.....	18
1.1.1.2 Composition des exportations de biens.....	18
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens.....	21
1.1.2 Importations de biens.....	23
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens.....	23
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	24
1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens.....	26
1.2 Balance des services.....	28
1.2.1 Exportations de services.....	29
1.2.2 Importations de services.....	30
1.3. Compte de revenu primaire.....	30
1.4. Compte de revenu secondaire.....	31
II. COMPTE DE CAPITAL.....	33
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	33
2.2 Transferts en capital.....	33
III. COMPTE FINANCIER.....	35
3.1 Investissements directs.....	35
3.2 Investissements de portefeuille .....	36
3.3 Dérivés financiers.....	36
3.4 Autres investissements.....	36
I.V CAPITAUX MONETAIRES.....	37
4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale.....	37
4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts.....	37
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	39
5.1 Evolution de la position extérieure globale nette.....	39
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale .....	40
5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale .....	41
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	43
ANNEXES.....	44
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali.....	46
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	53
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....	54

## LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

### GRAPHIQUES

	Pages
Graphique 1 : Evolution du compte courant	16
Graphique 2 : Structure du compte courant	17
Graphique 3 : Evolution des exportations de marchandises	20
Graphique 4 : Destination des exportations	21
Graphique 5 : Commerce intra-UEMOA en 2020	22
Graphique 6 : Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	23
Graphique 7 : Evolution des importations de marchandises FOB	25
Graphique 8 : Origine des importations	26
Graphique 9 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	27
Graphique 10 : Evolution de la balance des services	29
Graphique 11 : Evolution des envois de fonds des travailleurs migrants	32
Graphique 12 : Répartition des dons projets par bailleur et secteur bénéficiaire	34

### TABLEAUX

	Pages
Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins	8
Tableau 2 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)	14
Tableau 3 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)	15
Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes	16
Tableau 5 : Evolution du compte de biens	17
Tableau 6 : Evolution des exportations de biens	18
Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	18
Tableau 8 : Evolution des exportations par principal produit	20
Tableau 9 : Evolution des importations de biens	23
Tableau 10 : Evolution des importations par principal produit	25
Tableau 11 : Evolution des exportations et importations de services	28
Tableau 12 : Evolution de la balance des services	28
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire	31
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire	31
Tableau 15 : Evolution du compte de capital	33
Tableau 16 : Evolution du compte financier	35
Tableau 17 : Evolution des actifs et des engagements de la Banque Centrale	37
Tableau 18 : Evolution des actifs et des engagements des autres institutions de dépôts	38
Tableau 19 : Evolution des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts	38
Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette	40
Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette	41
Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	42

## **LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

AP	:	Administrations publiques
ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BADEA	:	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	:	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CMDT	:	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DGCC	:	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DNGM	:	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
INSTAT	:	Institut National de la Statistique
DNTCP	:	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	:	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	:	Fonds Africain de Développement
FED	:	Fonds Européen de Développement
FEM	:	Fonds pour l'Environnement Mondial
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
ISBLSM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
KFW	:	Établissement de Crédit pour la Reconstruction (institution de droit public allemande)
MINUSMA	:	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
ONAP	:	Office National des Produits Pétroliers
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	:	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	:	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine
IDA	:	Association Internationale de Développement



## **AVANT PROPOS**

*L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) aux termes des dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.*

*Avec l'adoption par le Fonds Monétaire International de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.*

*La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, après la parution de la cinquième édition dudit manuel (MBP5). Le Manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des évolutions méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN-2008), le Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP-2001/2014) et le Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF-2000/2014).*

*Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6<sup>ème</sup> édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.*

*Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activités des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.*

*Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.*

*La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.*

## RESUME

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2020 par une crise sanitaire causée par la pandémie de la Covid-19, partie de Chine en fin 2019, pour s'étendre au reste du monde à partir de mars 2020. Les mesures de santé publique prises par les Etats, en vue de contenir sa propagation ont provoqué simultanément un choc d'offre et un choc de demande d'une ampleur sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, avec un taux de croissance mondiale de -3,1%, contre 2,8% en 2019. L'inflation globale a diminué au cours de l'année 2020, portée notamment par la baisse des cours du pétrole. Dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 0,9% en 2020 contre 1,5% en 2019. Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2020.

Les économies de l'UEMOA ont évolué, au cours de l'année 2020, dans un environnement international marqué par les effets de la crise sanitaire. L'activité économique s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres pour limiter la propagation de la pandémie, notamment les mesures de confinement partiel et la fermeture des frontières, à travers la suspension du trafic routier et aérien international. A ce titre, le taux de croissance économique réel est ressorti à 1,5% en 2020, après 5,7% en 2019, contre -1,7% pour l'Afrique subsaharienne. Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à +2,1% en 2020 contre -0,7% en 2019.

Au Mali, dans un contexte de crise sanitaire, sécuritaire et sociale, une régression de l'activité économique a été observée en 2020, avec un taux de croissance du PIB de -1,2% relative à la baisse de la production du coton, après 4,8% en 2019. Le taux d'inflation s'est établi à 0,5% en 2020 contre -3,0% en 2019, en conformité avec la norme de 3,0% maximum fixée par les critères de convergence de l'UEMOA.

Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagements et dons compris, s'est dégradé en 2020, en s'établissant à 5,5% du PIB après 1,7% du PIB en 2019.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde, au titre de l'année 2020, se sont traduites par un solde global de la balance des paiements excédentaire de 450,8 milliards de FCFA, après un solde, également excédentaire, de 264,2 milliards de FCFA en 2019.

Le compte des transactions courantes a enregistré un déficit de 218,5 milliards en 2020 (2,2% du PIB), en amélioration par rapport à 2019 où il est ressorti à -755,1 milliards (7,5% du PIB).

Le compte de capital s'est amélioré de 11,0%, pour ressortir à 126,5 milliards de FCFA.

Quant au compte financier, il a enregistré un solde de 510,3 milliards de FCFA, après 871,4 milliards de FCFA en 2019, en liaison avec l'évolution des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Les créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents se sont accrues de 450,8 milliards entre 2019 et 2020, soit 193,6 milliards pour la Banque Centrale et 257,2 milliards pour les Autres institutions de dépôt, correspondant au solde global de la balance des paiements.

La position extérieure globale s'est chiffrée à -5.579,1 milliards après -5.524,1 milliards un an plus tôt, en raison d'une augmentation du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

## **INTRODUCTION**

### **1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE<sup>1</sup>**

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire causée par la pandémie de la Covid-19, partie de la Chine en fin 2019, pour s'étendre au reste du monde à partir de mars 2020. Les mesures de santé publique prises par les Etats, en vue de contenir sa propagation ont provoqué simultanément un choc d'offre et un choc de demande d'une ampleur sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, avec un taux de croissance de -3,1%, contre 2,8% en 2019. En effet, les nombreuses mesures prises pour enrayer la pandémie, notamment l'arrêt de certaines activités et la fermeture des frontières, ont provoqué une rupture de la chaîne de l'approvisionnement au niveau international et plongé l'économie mondiale dans une grave récession. En plus de la pandémie, l'année 2020 s'est également ressentie des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine. Ce faisant, il a été enregistré un recul des échanges commerciaux et des investissements. Ces conditions peu propices, combinées aux facteurs propres à certains pays et certains secteurs, ont constitué un frein à l'expansion économique.

Pour les économies avancées, la croissance est ressortie à -4,5% en 2020 contre 1,6% en 2019. En Zone euro, en particulier, la croissance a été négative, passant de 1,3% en 2019 à -6,3% en 2020. Cette situation s'explique principalement par les mesures de restrictions prises pour endiguer la propagation de la Covid-19, notamment le confinement des populations lors de la première et de la deuxième vagues dans l'ensemble des pays de la Zone euro.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à -2,1% en 2020 contre 3,6% en 2019. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,0% en 2019 à 2,3% en 2020, dans un contexte pandémique et de tensions commerciales avec les États-Unis. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de -7,3% en 2020 contre 4,2% en 2019, en raison de la pandémie de la Covid-19 et des restrictions liées à celle-ci, enregistrant ainsi sa première récession depuis l'indépendance.

En Afrique subsaharienne, le taux de progression de l'économie s'est établi à -1,7% en 2020, en recul par rapport à celui de 2019 (+3,6%), en ligne avec les effets de la crise sanitaire sur les exportations de matières premières et les investissements. Le ralentissement de l'activité industrielle dans les économies avancées a affecté les évacuations de produits destinés à l'exportation. Le Nigeria a enregistré une récession avec un recul de l'activité de 1,8% en 2020, après une hausse de 2,2% en 2019. En Afrique du Sud, l'économie la plus affectée par la pandémie en Afrique subsaharienne, une forte récession a été enregistrée, avec un taux de croissance de -6,4% en 2020, après 0,4% en 2019.

L'inflation globale a diminué au cours de l'année 2020, portée notamment par la baisse des cours du pétrole. Dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 0,9% en 2020 contre 1,5% en 2019, se situant en dessous des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il est ressorti en moyenne à 3,6% en 2020, après 5,1% en 2019, en lien avec la diminution de la demande globale. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située à 10,6% en 2020, essentiellement imputable au Nigeria.

---

<sup>1</sup> Sources des données : World Economic Outlook, october 2021.

En 2020, les principales places boursières ont enregistré des évolutions contrastées. En moyenne, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est apprécié de 2,0% en 2020 par rapport à l'année précédente. Le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, a connu un bon significatif de 28%, en lien avec le recours accru aux nouvelles technologies de l'information pendant la pandémie. L'Eurostoxx-50 s'est replié de 4,8% par rapport à son niveau moyen de 2019, tandis qu'au Japon, l'indice Nikkei-225 a progressé de 4,6%. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE-100 s'est replié de 13,8%, affecté par les incertitudes liées au Brexit en plus de la Covid-19. Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont également connu des évolutions à la baisse au cours de l'année 2020. Ainsi, en moyenne annuelle, les indices GSE du Ghana et NSE du Nigeria ont enregistré des baisses respectives de 14,7% et 6,3%. L'indice FTSE / JSE All Share de l'Afrique du Sud s'est replié de 5,2%, dans un contexte de crise économique. Dans la Zone UEMOA, les indices BRVM-10 et BRVM-composite se sont repliés respectivement de 17,2% et 14,8%.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2020. Le cours de l'euro s'est accru de 1,9% pour s'établir à 1,1413 dollar américain en 2020. La devise européenne est également ressortie en hausse par rapport au dollar canadien (+2,9%), à la livre sterling (+1,4%) et face aux devises des pays émergents.

Dans la zone UEMOA, le franc CFA s'est apprécié face à l'ensemble des monnaies des pays membres de CEDEAO au cours de l'année 2020. Sur une base annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 9,0% face au cedi ghanéen et de 11,3% face au leone sierra-leonais. La plus grande progression est enregistrée face au naira nigérian, soit 12,7%. La monnaie commune des pays de l'Union a également pris de la valeur face au franc guinéen (+6,3%), au dollar libérien (+4,0%) et au dalasi gambien (+3,7%).

**Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins**

Devises	Taux de change annuels moyens (unité monétaire étrangère pour 1.000 FCFA)		
	2019	2020	Variation (%)
Dollar des Etats-Unis	1,710	1,740	1,8
Franc suisse	1,700	1,630	-4,1
Livre sterling	1,340	1,360	1,5
Yen japonais	186,070	185,650	-0,2
Dalasi gambien	85,400	88,530	3,7
Cedi ghanéen	8,890	9,740	9,6
Franc guinéen	15 662,050	16 648,600	6,3
Dollar libérien	319,830	332,590	4,0
Naïra nigérian	519,650	585,690	12,7
Leone sierra-leonais	15 365,070	17 102,400	11,3

Source : BCEAO

S'agissant des produits de base, les cours se sont ressentis de l'ampleur de la crise économique mondiale en 2020 conjuguée aux effets des tensions commerciales internationales. L'indice des principaux produits exportés par l'Union affiche une hausse de 1,2% en 2020, après 0,16% en 2019. De même, les prix des principaux produits alimentaires importés ont maintenu leur rythme de progression (+3,3% en 2020, après +5,2% en 2019). La hausse constatée concerne l'ensemble des produits, hormis le maïs (-5,6). Il s'agit notamment du riz (+12,7%), du blé (+10,4%), de l'huile de soja (+6,7%) et du

sucre (+2,1%). La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits non énergétiques avec notamment les huiles (+22,9%), le cacao (+1,4%), l'uranium (+13,5%), l'or (+27,0%) et le bois grume (+1,1%). Les baisses enregistrées par les prix des produits énergétiques (-32,3%) et de certains produits non énergétiques tels que la noix de cajou (-41,2%), le café (-7,9%), le coton (-5,6%), le caoutchouc (-6,3%), le zinc (-11,1%) et le phosphate (-13,6%) ont exercé un effet modérateur.

Les économies de l'UEMOA ont évolué, au cours de l'année 2020, dans un environnement international marqué par la crise sanitaire et par la persistance des tensions commerciales au niveau mondial, notamment entre les Etats-Unis et la Chine. Au niveau interne, l'activité économique s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres pour limiter la propagation de la pandémie, notamment les mesures de confinement partiel et les fermetures de frontières, à travers la suspension du trafic routier et aérien international.

Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA s'est inscrit à 1,5% en 2020, après 5,7% en 2019. Le léger raffermissement de l'activité économique dans l'Union a été principalement porté par le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance s'est située à 0,5 point en 2020. Les apports des secteurs secondaire et primaire sont ressortis respectivement à 0,3 point et 0,1 point. Cette progression a été atténuée par une baisse de l'activité économique enregistrée, notamment, dans les secteurs manufacturiers, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration.

Le taux d'inflation s'est inscrit, en moyenne annuelle, à 2,1% en 2020, contre -0,7% en 2019. Cette accélération de l'inflation s'explique essentiellement par la baisse de la production céréalière en 2019/2020 et par les perturbations dans les circuits de distribution dues à la pandémie de la Covid-19.

L'exécution budgétaire dans les Etats membres de l'UEMOA s'est ressentie des répercussions de la crise sanitaire. En effet, les pouvoirs publics se sont mobilisés pour apporter des solutions vigoureuses à la pandémie de la Covid-19, en prenant diverses mesures pour endiguer la propagation du virus et limiter ses effets économiques et sociaux. La mise en œuvre de ces mesures s'est traduite par une dégradation du déficit budgétaire de 3,3 points de pourcentage en 2019 pour se situer à 5,7% du PIB à fin décembre 2020. Cette situation résulte d'une hausse plus importante des dépenses publiques (3,6 points de pourcentage) comparativement à la faible évolution des recettes totales et dons (0,2 point de pourcentage), sous l'impulsion des effets de la crise sanitaire et des mesures de riposte.

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2020, comparée à celle à fin décembre 2019, a été caractérisée par un accroissement de l'agrégat de la monnaie au sens large de 16,5%, après 10,4% en 2019, consécutif à la progression des créances intérieures et des actifs extérieurs nets.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 198,0 milliards pour ressortir à 7.137,5 milliards à fin décembre 2020. Cette évolution s'explique par la hausse de 150,8 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et de 47,2 milliards de ceux des banques. Le stock des réserves de change officielles de la BCEAO a augmenté de 1.374,2 milliards pour se situer à 11.731,2 milliards à fin décembre 2020, en relation avec les mobilisations importantes de ressources extérieures par les Etats pour faire face à la crise sanitaire. Les rapatriements des ressources extérieures par les

Etats se sont établis à 1.611,1 milliards. En conséquence, le taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale s'est établi à un niveau confortable (77,3%) contre 78,4% à fin décembre 2019, malgré les mesures fortes d'assouplissement de la Banque Centrale. Ce niveau de réserves de change permet de couvrir 5,9 mois d'importations de biens et services.

L'encours des créances intérieures a augmenté de 5.354,2 milliards ou 16,9% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, pour se situer à 36.980,5 milliards à fin décembre 2020. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur l'Administration publique centrale (+52,1%) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union (+4,8%).

En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 5.055,9 milliards ou 16,5% pour ressortir à 35.656,4 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale s'est traduit par l'augmentation des dépôts de 3.671,7 milliards ou 15,5% et de la circulation fiduciaire de 1.384,2 milliards ou 19,9%.

## **2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI**

A l'instar des autres pays, l'année 2020 a été marquée par les effets de la crise sanitaire sur l'activité économique au Mali, mais aussi par l'impact de la situation sécuritaire du pays et de la crise politico-institutionnelle, marquée par le changement de régime le 18 août 2020. En outre, les retards enregistrés dans la conclusion d'accords, entre le Gouvernement et les cotonculteurs, en vue de la fixation des prix aux producteurs, ont engendré une baisse de près de 75% des superficies cultivables. Ainsi, le taux de croissance réel du PIB s'est établi à -1,2% en 2020 contre une projection initiale de 5,0% et une réalisation de 4,8% en 2019.

La baisse de l'activité économique en 2020 est induite principalement par celle du secteur primaire (-4,3%), en raison des contre-performances enregistrées au niveau de la composante « Agriculture d'exportation » (-77,7%), du fait de la baisse de la production de coton et, dans une moindre mesure, du fait de la baisse légère enregistrée par la composante « Agriculture vivrière » (-1,0%). Les quantités produites sont évaluées à 10.217.000 tonnes de céréales et 147.200 tonnes de coton.

Les secteurs secondaire et tertiaire ont enregistré des ralentissements, avec des taux de croissance respectifs de -0,1% et de 1,6%, contre 4,9% et 4,8% en 2019, en relation avec les effets de la COVID-19, de l'insécurité et des sanctions internationales liées au changement de régime sur ces secteurs, notamment au niveau de la construction, du textile, du tourisme, du commerce et des transports.

Sur le plan de l'évolution des prix, l'inflation mesurée par la variation moyenne de l'IHPC est estimée à 0,5% en 2020 contre -3,0% en 2019, niveau conforme à la norme communautaire de 3,0% maximum prévue par les critères de convergence de l'UEMOA.

Au titre des finances publiques, les mesures de lutte contre la pandémie de la COVID-19 ont affecté l'équilibre budgétaire au Mali. Les dépenses occasionnées, en vue de la prise en charge des besoins, ont creusé davantage le déficit budgétaire. Toutefois, les mesures d'accompagnement de la communauté internationale (aides, dons budgétaires et sectoriels, autres appuis extérieurs), en plus des mesures de flexibilité mises en œuvre par la Banque Centrale, en vue de pallier les tensions de liquidité au niveau du système bancaire et financier, ont permis d'atténuer le déficit et de renforcer la résilience de l'économie. Ainsi, le solde global, base engagements et dons compris s'est établi à -553,1 milliards de FCFA (-5,5%) contre -170,9 milliards de FCFA (-1,7% du PIB) en 2019, pour une norme communautaire de -3,0% maximum, en relation avec des recettes et dons évalués à 2.072,2 milliards de FCFA et des dépenses et prêts nets de 2.625,3 milliards de FCFA.

Les recettes budgétaires ont atteint 1.958,8 milliards, soit 388,1 milliards ou 24,7% de plus qu'en 2019. S'agissant des recettes fiscales, elles se sont établies à 1.442,4 milliards contre 1.495,5 milliards en 2019, soit une diminution de 53,1 milliards ou 7,8%.

Au titre des agrégats monétaires, il a été enregistré, entre 2019 et 2020 :

- une amélioration du niveau des actifs extérieurs nets (+450,8 milliards ou 78,0%) ;

- une augmentation de l'encours des créances intérieures (+382,8 milliards ou 12,8%) ;
- une hausse de la masse monétaire (+665,3 milliards ou 22,2%).

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires sont évalués à 1.028,9 milliards de FCFA à fin décembre 2020, en augmentation de 450,8 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2019, imputable à la fois à la Banque Centrale (+193,6 milliards de FCFA) et aux Autres institutions de dépôt (+257,2 milliards de FCFA).

L'encours des créances intérieures s'est chiffré à 3.374,1 milliards de FCFA à fin décembre 2020, en hausse de 382,8 milliards ou 12,8% par rapport à fin décembre 2019, à la suite de l'augmentation des créances nettes sur l'Etat pour 236,6 milliards de FCFA et des créances sur l'économie pour 146,2 milliards de FCFA.

L'augmentation des créances nettes du système bancaire sur l'Etat est imputable à la baisse des dépôts publics à la BCEAO (-101,6 milliards de FCFA) et de l'augmentation des concours du FMI (+123,5 milliards de FCFA). Quant à la hausse des créances sur l'économie, elle s'explique par les mises en place de crédits effectuées en faveur d'opérateurs évoluant dans les secteurs de l'agriculture, des intrants chimiques, de l'industrie, des mines, des télécommunications et du commerce général.

La masse monétaire a enregistré une augmentation de 665,3 milliards de FCFA (ou 22,2%), en s'inscrivant à 3.657,1 milliards de FCFA à fin décembre 2020 contre 2.991,8 milliards de FCFA à fin décembre 2019. Cette hausse de la liquidité globale s'est traduite dans la circulation fiduciaire et dans les dépôts en banques qui se sont accrus de 51,1% et de 14,5% respectivement, au cours de la période sous revue.

S'agissant de la part de la monnaie scripturale dans le stock monétaire, elle s'est inscrite à 73,8% à fin décembre 2020 contre 78,8% à fin décembre 2019.



### **Encadré : Présentation des statistiques de balance des paiements**

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le « tableau 3 (optique BCEAO) » est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme de la variation des avoirs extérieurs officiels nets (Banque Centrale) et de ceux des Autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et Autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation « optique BCEAO », les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements » excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et Autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

**Tableau 2 : Balance des paiements 2020 en termes de transactions (présentation résumée)**

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>4 059 444</b>	<b>4 277 985</b>	<b>-218 540</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>2 990 484</b>	<b>3 648 711</b>	<b>-658 227</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>2 759 384</b>	<b>2 469 278</b>	<b>290 106</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	496 515	2 469 278	-1 972 763
1.A.a.1.1	Dont réexportations	44 497	0	44 497
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 262 869	0	2 262 869
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>231 100</b>	<b>1 179 432</b>	<b>-948 333</b>
1.A.b.3	Transport	2 548	477 708	-475 159
1.A.b.3.0.2	Dont fret	558	455 640	-455 082
1.A.b.4	Voyages	46 883	72 036	-25 153
1.A.b.0	Autres services	181 668	629 689	-448 021
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>88 870</b>	<b>514 098</b>	<b>-425 228</b>
1.B.1	Revenus des salariés	38 968	24 312	14 657
1.B.2	Revenus des investissements	46 017	489 786	-443 769
1.B.3	Autres revenus primaires	3 884	0	3 884
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>980 091</b>	<b>115 176</b>	<b>864 915</b>
1.C.1	Administrations publiques	385 613	12 771	372 842
1.C.1.4	Aides budgétaires	35 600		35 600
1.C.2	Autres secteurs	594 478	102 405	492 073
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	534 970	93 913	441 057
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>129 852</b>	<b>3 372</b>	<b>126 480</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2	2 688	-2 686
2.2	Transferts en capital	129 850	684	129 166
2.2.1	Administrations publiques	97 800	0	97 800
	Remises de dettes	20 000	0	20 000
2.2.2	Autres secteurs	32 050	684	31 366
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>484 645</b>	<b>544 156</b>	<b>-59 512</b>
3.1	Investissements directs	665	309 004	-308 340
3.2	Investissements de portefeuille	185 418	212 339	-26 922
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	75 570	22 813	52 757
<b>3.5</b>	<b>Avoirs de réserves</b>	<b>222 992</b>	<b>0</b>	<b>222 992</b>
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-3 704 651</b>	<b>-3 737 200</b>	<b>32 549</b>

Source : BCEAO

**Tableau 3 : Balance des paiements 2020 en termes de transactions (optique BCEAO)**

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>4 059 444</b>	<b>4 277 985</b>	<b>-218 540</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>2 990 484</b>	<b>3 648 711</b>	<b>-658 227</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>2 759 384</b>	<b>2 469 278</b>	<b>290 106</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	496 515	2 469 278	-1 972 763
1.A.a.1.1	Dont réexportations	44 497		44 497
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 262 869	0	2 262 869
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>231 100</b>	<b>1 179 432</b>	<b>-948 333</b>
1.A.b.3	Transport	2 548	477 708	-475 159
1.A.b.3.0.2	Dont fret	558	455 640	-455 082
1.A.b.4	Voyages	46 883	72 036	-25 153
1.A.b.0	Autres services	181 668	629 689	-448 021
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>88 870</b>	<b>514 098</b>	<b>-425 228</b>
1.B.1	Revenus des salariés	38 968	24 312	14 657
1.B.2	Revenus des investissements	46 017	489 786	-443 769
1.B.3	Autres revenus primaires	3 884	0	3 884
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>980 091</b>	<b>115 176</b>	<b>864 915</b>
1.C.1	Administrations publiques	385 613	12 771	372 842
1.C.1.4	Aides budgétaires	35 600	0	35 600
1.C.2	Autres secteurs	594 478	102 405	492 073
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	534 970	93 913	441 057
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>129 852</b>	<b>3 372</b>	<b>126 480</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2	2 688	-2 686
2.2	Transferts en capital	129 850	684	129 166
2.2.1	Administrations publiques	97 800	0	97 800
	Remises de dettes	20 000	0	20 000
2.2.2	Autres secteurs	32 050	684	31 366
				0
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>65 198</b>	<b>575 504</b>	<b>-510 306</b>
3.1	Investissements directs	665	309 004	-308 340
3.2	Investissements de portefeuille	-18	191 196	-191 213
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	64 551	75 304	-10 753
	Administrations publiques	0	51 200	-51 200
3.5	Autres secteurs	64 551	24 104	40 447
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-3 704 651</b>	<b>-3 737 200</b>	<b>32 549</b>
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	<b>419 446</b>	<b>-31 348</b>	<b>450 794</b>
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>-419 446</b>	<b>31 348</b>	<b>-450 794</b>
8.1	Banque Centrale	-222 992	-29 362	-193 630
8.2	Autres institutions de dépôts	-196 454	60 710	-257 164

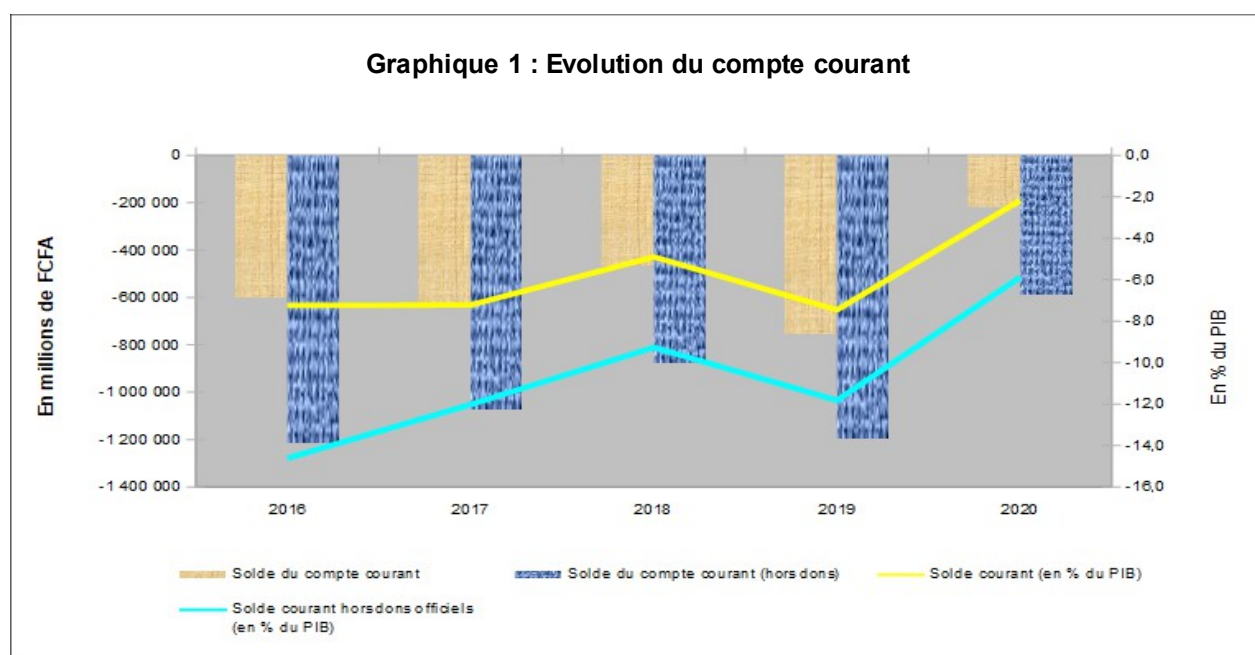
Source : BCEAO

## I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes est le poste de la balance des paiements qui retrace l'ensemble des échanges de biens, de services et de revenus, avec ou sans contrepartie réelle, entre agents économiques résidents et non-résidents. En 2020, le déficit du compte courant est évalué à 218,5 milliards (-2,2% du PIB), en amélioration de 536,5 milliards par rapport à 2019 (-755,1 milliards, soit -7,5% du PIB). Cette amélioration s'explique essentiellement par celle de la balance commerciale (+663,7 milliards). En revanche, le solde des services s'est détérioré de 81,8 milliards, en passant de -866,5 milliards en 2019 à -948,3 milliards en 2020, en liaison avec la baisse des flux créditeurs des voyages et des autres services. Quant aux soldes des revenus primaire et secondaire, ils se sont détériorés respectivement de 17,7 milliards et de 27,6 milliards.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est nettement amélioré en ressortant à -2,2% (-5,9% hors transferts officiels) en 2020 contre -7,5% (-11,8% hors transferts officiels) en 2019.

Le graphique et le tableau, ci-après, retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2016 et 2020.



Source : BCEAO

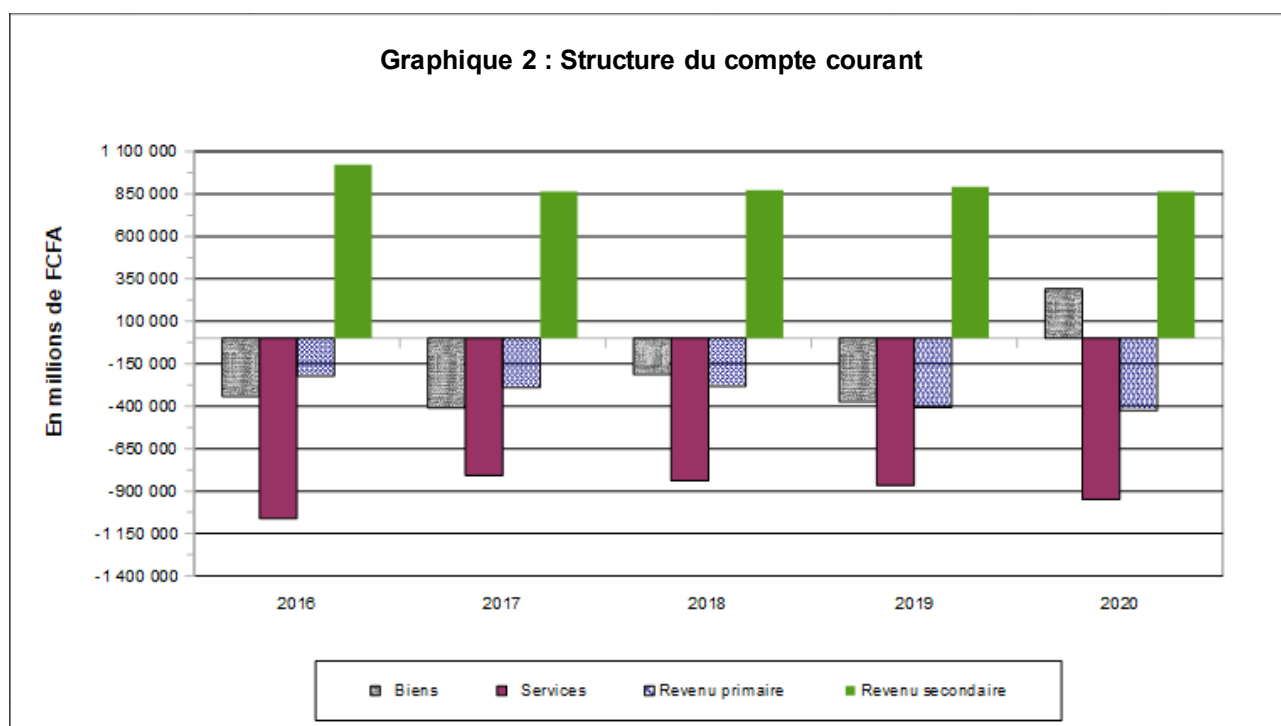
**Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Biens et services	-1 403 076	-1 217 322	-1 052 470	-1 240 127	-658 227
Biens	-342 087	-409 557	-212 601	-373 574	290 106
Services	-1 060 988	-807 764	-839 868	-866 552	-948 333
Revenu primaire	-222 072	-290 849	-283 378	-407 518	-425 228
Revenu secondaire	1 023 156	864 071	871 353	892 549	864 915
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-601 991</b>	<b>-644 099</b>	<b>-464 495</b>	<b>-755 096</b>	<b>-218 540</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons)</b>	<b>-1 214 975</b>	<b>-1 072 821</b>	<b>-878 664</b>	<b>-1 196 966</b>	<b>-591 382</b>
PIB nominal	8 311 900	8 922 200	9 482 000	10 125 600	10 052 800
Solde courant (en % du PIB)	-7,2	-7,2	-4,9	-7,5	-2,2
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-14,6	-12,0	-9,3	-11,8	-5,9

Source : BCEAO

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable au titre de l'année 2020, aux comptes des services et du revenu primaire. Ce déficit a été atténué par l'excédent du compte des biens et du revenu secondaire structurellement excédentaire, du fait notamment de l'importance des envois de fonds des travailleurs migrants et de l'aide publique au développement.



Source : BCEAO

### 1.1 Balance commerciale

Le solde de la balance commerciale s'est amélioré en 2020, en liaison avec l'augmentation des exportations de 28,1% et la baisse des importations de -2,3%. En effet, les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2020 par un excédent de 290,1 milliards, en amélioration de 663,7 milliards par rapport à 2019 où elles avaient affiché un déficit de 373,6 milliards.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 111,7%, en augmentation de 26,5 points de pourcentage par rapport à 2019 où il est ressorti à 85,2%. Le degré d'ouverture commerciale est évalué à 26,0%, en hausse de 2,9 points de pourcentage par rapport à 2019.

**Tableau 5 : Evolution du compte de biens**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations de biens	1 675 870	1 685 895	1 991 432	2 153 388	2 759 384
Importations de biens	2 017 957	2 095 453	2 204 033	2 526 962	2 469 278
Balance commerciale de biens	-342 087	-409 557	-212 601	-373 574	290 106
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	83,0	80,5	90,4	85,2	111,7
Degré d'ouverture commerciale (en %)	22,2	21,2	22,1	23,1	26,0

Sources : BCEAO et INSTAT

## 1.1.1 Exportations de biens

### 1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Évaluées à 2.759,4 milliards sur la base des données ajustées<sup>2</sup> de l'année 2020, les exportations de biens se sont inscrites en hausse de 606,0 milliards, soit 28,1% par rapport à l'année 2019. Cette évolution est liée à la bonne tenue des ventes extérieures d'or non monétaire. Les autres produits exportés, notamment le coton-fibre, ont enregistré des baisses sur la période, en liaison avec l'évolution des volumes exportés impactés par la crise sanitaire.

Les réexportations de biens, qui ont atteint 44,5 milliards en 2020, concernent les biens de consommation courante exportés en Guinée, les machines et pièces échangées entre filiales, les produits chimiques ainsi que le carburéacteur à destination de plusieurs pays.

**Tableau 6 : Evolution des exportations de biens**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	555 496	510 176	603 074	587 322	496 515
dont réexportations	70 012	67 631	70 705	50 658	44 497
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Or non monétaire	1 120 373	1 175 719	1 388 358	1 566 066	2 262 869
<b>TOTAL EXPORT (FOB)</b>	<b>1 675 870</b>	<b>1 685 895</b>	<b>1 991 432</b>	<b>2 153 388</b>	<b>2 759 384</b>

Sources : BCEAO et INSTAT

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est inscrit à 4,4% en 2020, contre 5,7% en 2019, du fait de l'augmentation des exportations à hauteur de 28,1%.

**Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations totales	1 675 870	1 685 895	1 991 432	2 153 388	2 759 384
Service de la dette publique extérieure	87 400	97 800	101 300	122 536	121 771
Service de la dette/export (en %)	5,2	5,8	5,1	5,7	4,4

Sources : BCEAO et INSTAT

### 1.1.1.2 Composition des exportations de biens

L'or non monétaire domine les exportations du Mali en 2020 avec 82% du total, suivi de loin par le coton fibre avec 5,9% et les animaux vivants avec 2,9%.

Les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 696,8 milliards (ou 44,5%) en 2020 en atteignant 2.262,9 milliards, en raison de la forte hausse des cours sur le marché international. En effet, la pandémie de la Covid-19 a entraîné une hausse du prix moyen de vente obtenu par le secteur, qui est

<sup>2</sup> Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de la balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

ressorti à 32.108,9 FCFA/g en 2020, après 21.998,4 FCFA/g pour les sociétés industrielles. Les volumes d'or exportés par ces sociétés ont enregistré une légère augmentation (47,7 kg ou 0,7%) pour atteindre 65.237,7 kilogrammes en 2020.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 161,6 milliards en 2020, en diminution de 95,3 milliards ou 37,1% par rapport aux réalisations de l'année précédente. Cette baisse est induite par l'impact de la crise sanitaire sur les évacuations, qui a été atténué par la hausse de 23,6% du prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT), soit 924,1 FCFA/kg en 2020, après 747,7 FCFA/kg en 2019, reflétant l'évolution des cours du coton sur les marchés internationaux.

Les exportations d'animaux vivants sont ressorties à 78,8 milliards en 2020, après 123,6 milliards en 2019, en baisse de 44,9 milliards (36,2%), imputable, entre autres, à l'insécurité dans les zones d'élevage. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays de la sous-région.

Quant aux exportations d'engrais, elles se sont repliées sur la période, en s'établissant à 21,0 milliards, après 30,9 milliards en 2019 (-32,1%). Les exportations d'engrais, qui constituent 0,8% des exportations totales, sont à destination des pays de la sous-région, notamment le Burkina Faso et la Guinée. Les exportations de combustibles minéraux, d'un montant de 10,8 milliards en 2020, après 15,6 milliards en 2019, sont relatives aux réexportations de kérosène destinées à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali. La baisse générale des exportations des produits autres que l'or s'explique principalement par la baisse de la demande internationale, suite aux mesures prises par les Etats pour lutter contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, notamment le confinement général des populations.

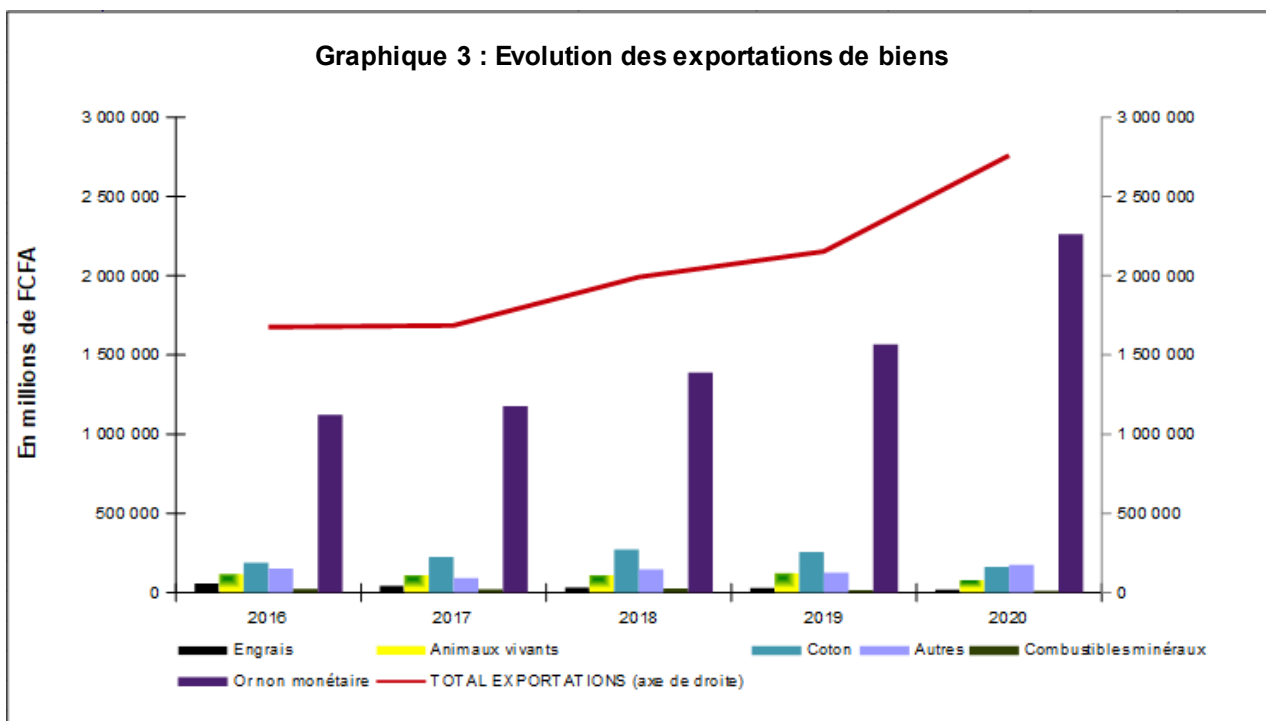
Enfin, les autres produits d'exportation, avec une diminution de 48,7 milliards (-31,3%) par rapport à 2019, sont ressortis à 106,7 milliards en 2020. Ce poste est composé de produits alimentaires (produits vivriers et boissons), de peaux et cuirs, de déchets de fer ainsi que de machines.

**Tableau 8 : Évolution des exportations**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Coton	187 568	223 415	270 779	256 843	161 569
part en %	11,2	13,3	14	12	6
Or non monétaire	1 120 373	1 175 719	1 388 358	1 566 066	2 262 869
part en %	66,9	69,7	70	73	82
Animaux vivants	115 714	108 924	108 393	123 595	78 810
part en %	6,9	6,5	5	6	3
Combustibles minéraux	22 218	19 298	24 681	15 607	10 782
part en %	1,3	1,1	1	1	0
Engrais	55 842	43 808	34 081	30 872	20 975
part en %	3,3	2,6	2	1	1
Réacteurs nucléaires, chaudières	8 192	7 430	5 086	5 087	22 228
part en %	0,5	0,4	0	0	1
Légumes & fruits	12 205	11 764	10 455	14 321	12 889
part en %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fers & aciers	3 666	4 592	2 675	14 674	13 239
part en %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	150 092	90 944	146 923	126 322	176 023
part en %	9,0	5,4	7	6	6
<b>TOTAL EXPORTATIONS</b>	<b>1 675 870</b>	<b>1 685 895</b>	<b>1 991 432</b>	<b>2 153 387,9</b>	<b>2 759 383,7</b>

Sources : BCEAO et INSTAT



Sources : BCEAO et INSTAT

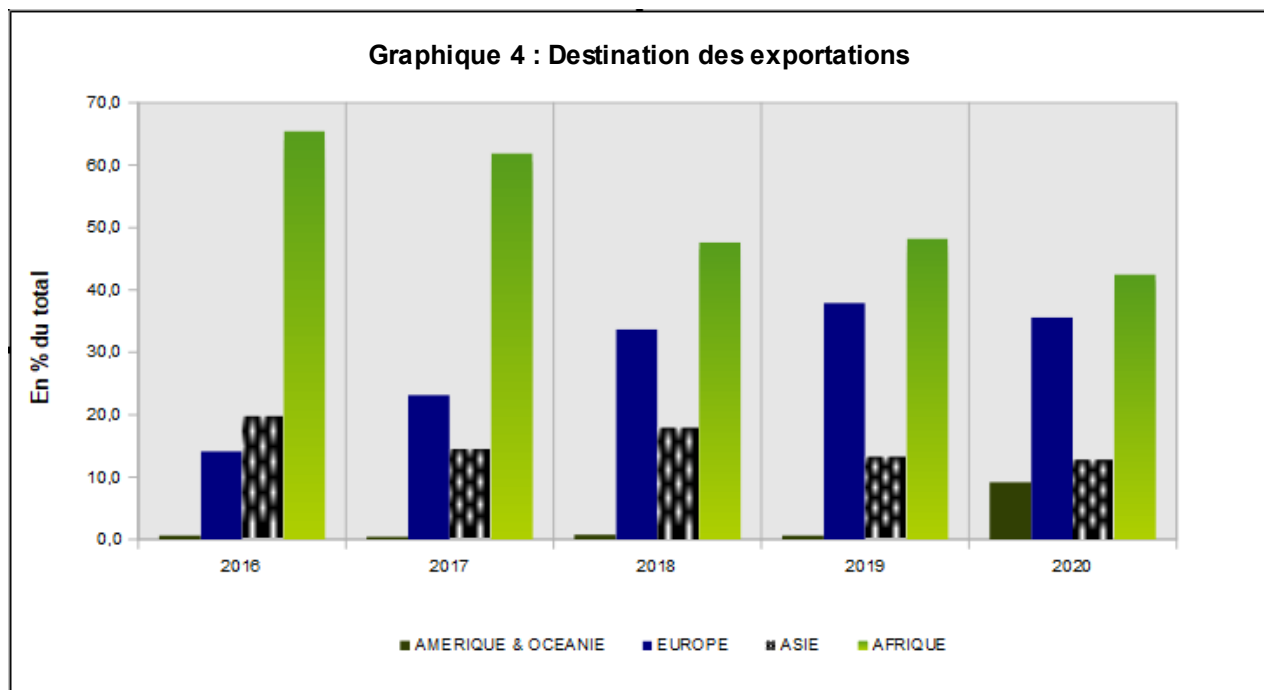
Le graphique 3 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2016 et 2020.



### 1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2020, sur la base des données ajustées, conserve la même structure que celle des années précédentes. Les ventes extérieures du Mali sont destinées principalement au continent africain, en liaison avec les exportations d'or non monétaire essentiellement vers l'Afrique du Sud.

Le graphique ci-dessous illustre la destination des exportations du Mali.



Les expéditions vers le continent africain se sont inscrites à 1.172,3 milliards en 2020 (42,5% du total), en hausse de 12,9% par rapport l'année précédente. Les ventes d'or non monétaire ont augmenté de 18,6% en 2020, pour atteindre 922,5 milliards de FCFA (soit 40,8% des exportations d'or), après 778,1 milliards de FCFA en 2019. Ces ventes sont destinées à l'Afrique du Sud, deuxième destination de l'or, plusieurs sociétés minières y expédiant leur production. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 29,4 milliards (2,5% du total des exportations vers l'Afrique), soit 0,2 point de moins qu'en 2019.

Quant au continent européen, qui occupe le deuxième rang en termes de destination des exportations, sa part dans le total des exportations du Mali est en diminution de 2,3 points par rapport à l'année précédente, pour un montant de 982,1 milliards en 2020 (35,6%), après 816,6 milliards (37,9%) en 2019. L'augmentation de la valeur des exportations vers ce continent s'explique essentiellement par la progression des exportations d'or vers la Suisse (première destination en 2020) qui sont passées de 760,3 milliards en 2019 à 931,4 milliards en 2020. En dehors de la Suisse, qui absorbe 94,9% des exportations à destination de l'Europe, la part des autres pays européens (essentiellement la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas) ressort à 5,1% en 2020. Ces exportations sont constituées de coton, de fruits, de peaux et cuirs et, dans une moindre mesure, d'or.

Le continent asiatique occupe le troisième rang, en termes de destination des exportations en 2020. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 12,8% du total, soit 352,4 milliards, après 13,2% en

2019, avec notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, principales destinations pour le coton-fibre du Mali. Il en est de même pour l'or artisanal qui est essentiellement exporté vers Dubai, aux Émirats arabes unis.

La part de l'Océanie a fortement progressé pour s'établir à 8,8% des exportations totales du Mali en 2020, contre 0,2% en 2019. Cette augmentation est essentiellement imputable aux exportations d'or vers l'Australie de plusieurs sociétés minières, pour un montant de 242,0 milliards en 2020.

Le tableau A5 en annexe retrace la répartition géographique détaillée des exportations.

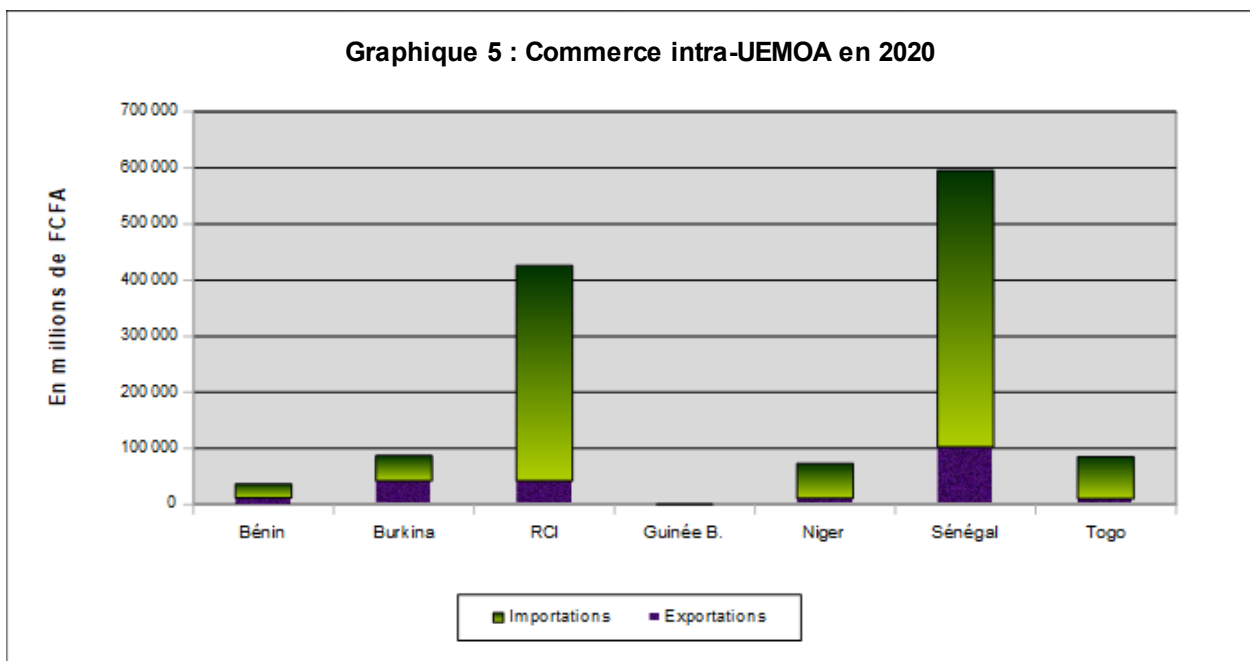
### Exportations intra-UEMOA

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires réconciliés en 2019 et 2020, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a enregistré une diminution de 2,7% de la valeur totale des flux échangés, la ramenant à 1.304,2 milliards en 2020, contre 1.341,1 milliards en 2019.

La part des pays de l'UEMOA dans les exportations du Mali a diminué de 11,9 milliards, avec une valeur de 219,8 milliards (8,0% des exportations totales) en 2020, après 231,7 milliards en 2019 (10,8%), en décalage avec les objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -864,6 milliards et un taux de couverture des importations par les exportations de 20,3% en 2020 contre 111,7% pour l'ensemble des partenaires commerciaux.

Le graphique ci-dessous présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA où un solde commercial excédentaire est enregistré avec le Burkina Faso uniquement.

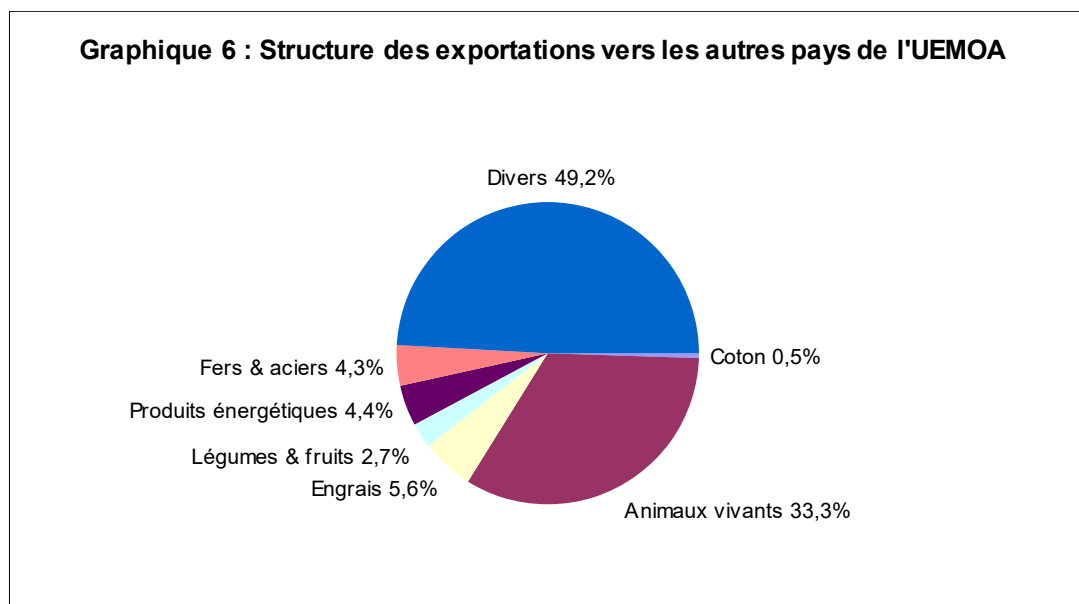


Sources : BCEAO et INSTAT

Les ventes à destination des autres pays de l'UEMOA restent dominées par les animaux vivants. En effet, les exportations de bétail sont ressorties à 73,3 milliards en 2020, soit 33,3% des exportations totales vers les pays de l'Union. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit,

absorbent respectivement 35,9% et 54,9% des exportations d'animaux vivants. Les exportations d'engrais vers la zone ont diminué en 2020, en s'établissant à 12,4 milliards, soit 5,6% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA, après 25,1 milliards, soit 10,8% en 2019. Le Burkina Faso reste le principal pays de destination pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2020 avec les autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits.

### 1.1.2 Importations de biens<sup>3</sup>

#### 1.1.2 .1 Evolution globale des importations de biens

En 2020, les importations ajustées, sur la base de leur valeur CAF, ont diminué de 2,3%, pour s'établir à 2.939,6 milliards.

Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2016 et 2020.

**Tableau 9 : Evolution des importations de biens (en valeur CAF)**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	2 402 330	2 494 586	2 623 850	3 008 288	2 939 617
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Biens	2 402 330	2 494 586	2 623 850	3 008 288	2 939 617
Importations de biens / PIB	28,9	28,0	27,7	29,7	29,2

Sources : BCEAO et INSTAT

<sup>3</sup> Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

### 1.1.2.2 Composition des importations de biens

La décomposition des importations de biens par grande catégorie montre que le Mali importe essentiellement des produits énergétiques et des biens d'équipement. Les achats de biens à l'étranger, en valeur CAF, se sont établis à 29,2% du PIB nominal de 2020, après 29,7% en 2019. Les produits énergétiques représentent 27,9% du total des importations de 2020, suivis des biens d'équipement (notamment les machines et les véhicules) pour une part de 22,3%, des matières premières et des biens intermédiaires pour 17,8%, des produits alimentaires pour 15,9% et des produits chimiques et pharmaceutiques pour 11,4%.

En valeur FOB, les importations ont baissé de 57,7 milliards ou 2,3%, pour ressortir à 2.469,3 milliards de FCFA. En particulier, les produits pétroliers ont enregistré une baisse de 50,5 milliards ou 6,8%, nonobstant la hausse sensible du volume importé, en liaison avec la forte baisse des cours du baril (-32,3%) au cours de la période. Ainsi, la facture pétrolière s'est allégée, avec un montant FOB de 688,0 milliards FCFA, après 738,4 milliards FCFA en 2019.

Les importations de produits alimentaires sont ressorties à 393,6 milliards en 2020 (15,9% des importations totales), en hausse de 11,7% par rapport à 2019, en liaison avec celles des produits comme le « sucre » (+8,3%), les « boissons » (+28,0%), le « lait » (+8,0%), les « céréales » (+22,4%), le « thé et café » (+9,1%) et les « préparations de farines et de céréales » (+9,4%).

S'agissant des achats de biens d'équipement, dominés par la catégorie « machines et véhicules », ils sont restés relativement stables en s'établissant à 549,5 milliards en 2020, après 554,5 milliards en 2019, avec une part de 22,3% dans les importations totales du Mali. Ce niveau élevé de la demande en équipements est lié à l'exécution des projets d'infrastructures et pour les besoins d'un secteur minier dynamique.

Les importations de matières premières et de biens intermédiaires ont enregistré une hausse de 6,6% tandis que celles de biens de consommation courante, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques, ont enregistré une baisse de 7,6% en 2020, induite par le repli de la demande intérieure courant 2020.

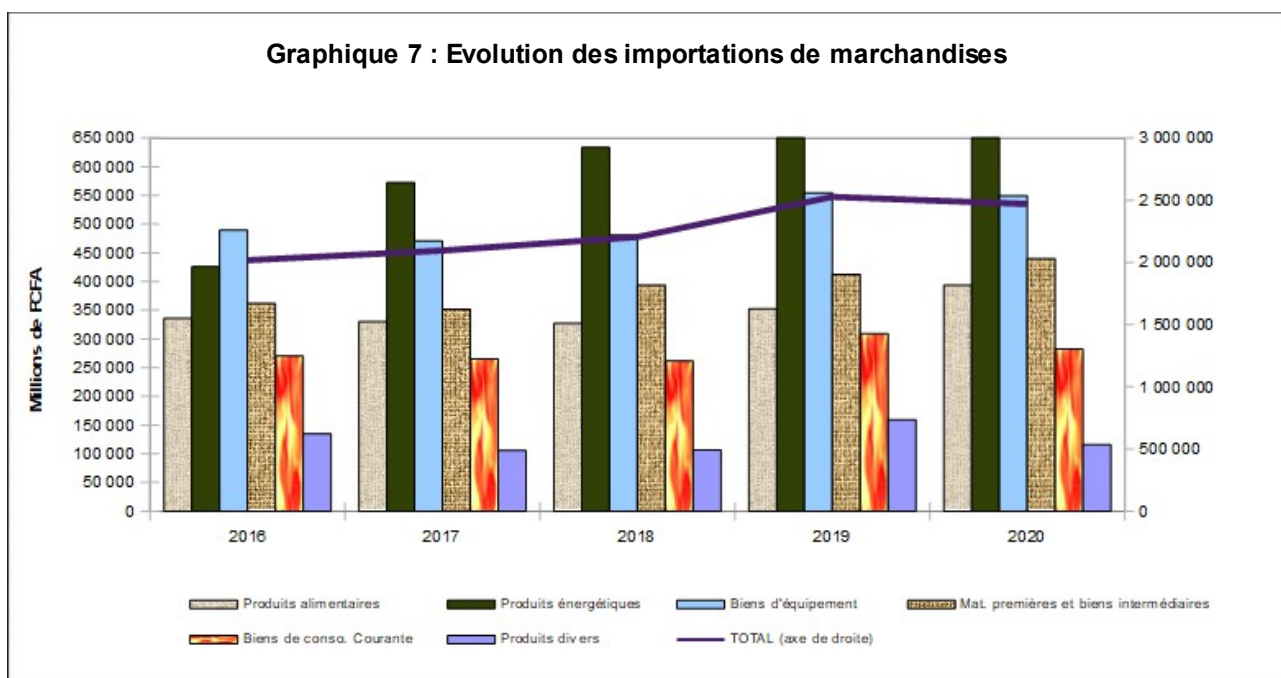
**Tableau 10 : Évolution des importations (en valeur FOB)**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Produits alimentaires	335 960	329 967	327 161	352 421	393 572
part en %	16,6	15,7	14,8	13,9	15,9
Produits énergétiques	425 774	572 282	633 400	738 444	687 955
part en %	21,1	27,3	28,7	29,2	27,9
Biens d'équipement	489 426	470 278	481 087	554 496	549 476
part en %	24,3	22,4	21,8	21,9	22,3
Mat. premières et biens intermédiaires	361 595	352 002	393 785	412 641	439 705
part en %	17,9	16,8	17,9	16,3	17,8
dont ciment	119 109	105 782	104 526	111 615	121 712
Biens de conso. courante	270 159	265 288	261 811	309 437	282 344
part en %	13,4	12,7	11,9	12,2	11,4
Produits divers	135 041	105 635	106 789	159 523	116 226
part en %	6,7	5,0	4,8	6,3	4,7
<b>TOTAL</b>	<b>2 017 957</b>	<b>2 095 453</b>	<b>2 204 033</b>	<b>2 526 962</b>	<b>2 469 278</b>

Sources : BCEAO et INSTAT

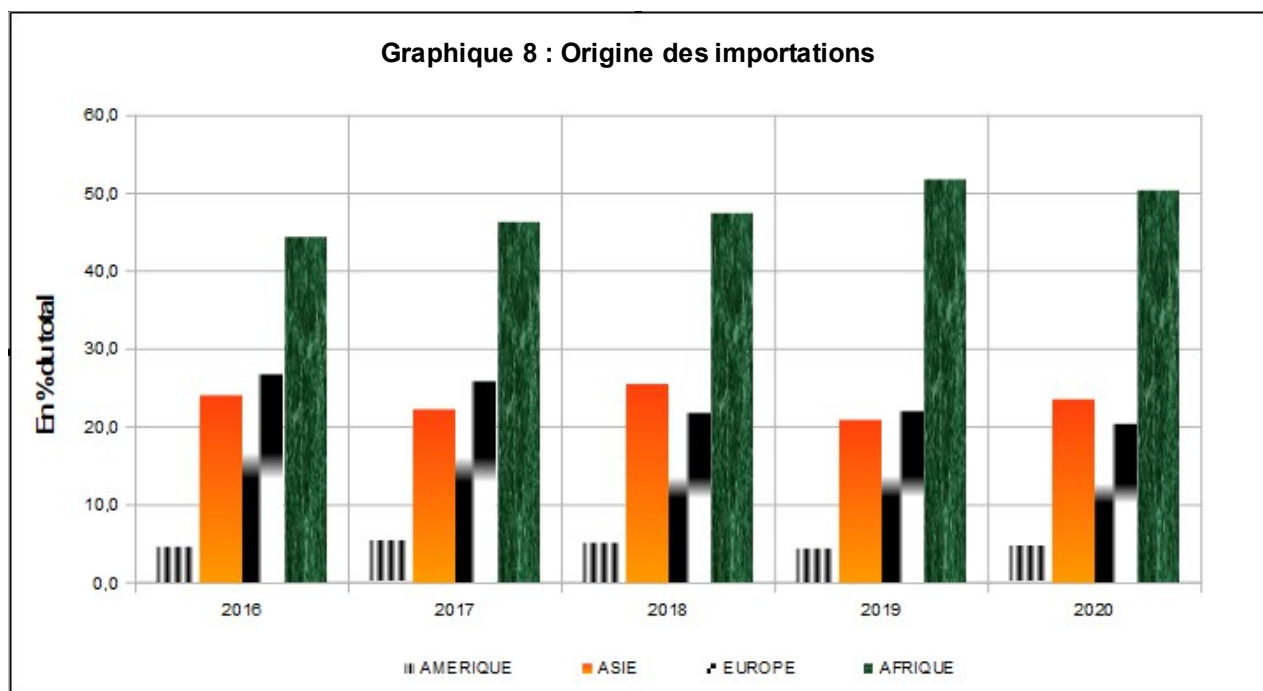
Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2016 et 2020.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD

### 1.1.2.3

### Orientation géographique des importations de biens



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT

Le continent africain a consolidé sa place de principal fournisseur du Mali, suivi de l'Asie et de l'Europe.

La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 50,4%, correspondant à un montant de 1.481,8 milliards (en valeur CAF) contre 1.558,1 milliards (51,8%) en 2019, marquant ainsi une baisse de 1,4 point de pourcentage, en faveur de l'Asie, en lien avec les effets négatifs de la crise sanitaire et des sanctions de la CEDEAO. Le continent africain a fourni le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

L'Europe a totalisé 20,4% des importations du Mali en 2020 (600,1 milliards), soit 1,6 point de pourcentage de moins que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe s'est située à 32,9% en 2020, après 37,0% en 2019.

Quant au continent asiatique, sa part s'est accrue de 2,6 points de pourcentage, en ressortant à 23,6%, pour un montant de 694,5 milliards. Ce continent, à travers la Chine, l'Inde, le Japon et les Émirats Arabes-Unis ont fourni le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation.

La part du continent américain est de 4,8%, en augmentation de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'année 2019.

Le tableau A6 en annexe retrace la répartition géographique détaillée des importations.

#### **Importations intra-UEMOA**

Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations CAF (86,1% des importations en provenance de l'Afrique) est ressortie à 43,4% (1.275,7 milliards) en 2020 contre 43,9% (1.320,8 milliards) en 2019, soit une baisse de 45,1 milliards de FCFA ou 3,4%. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme principaux

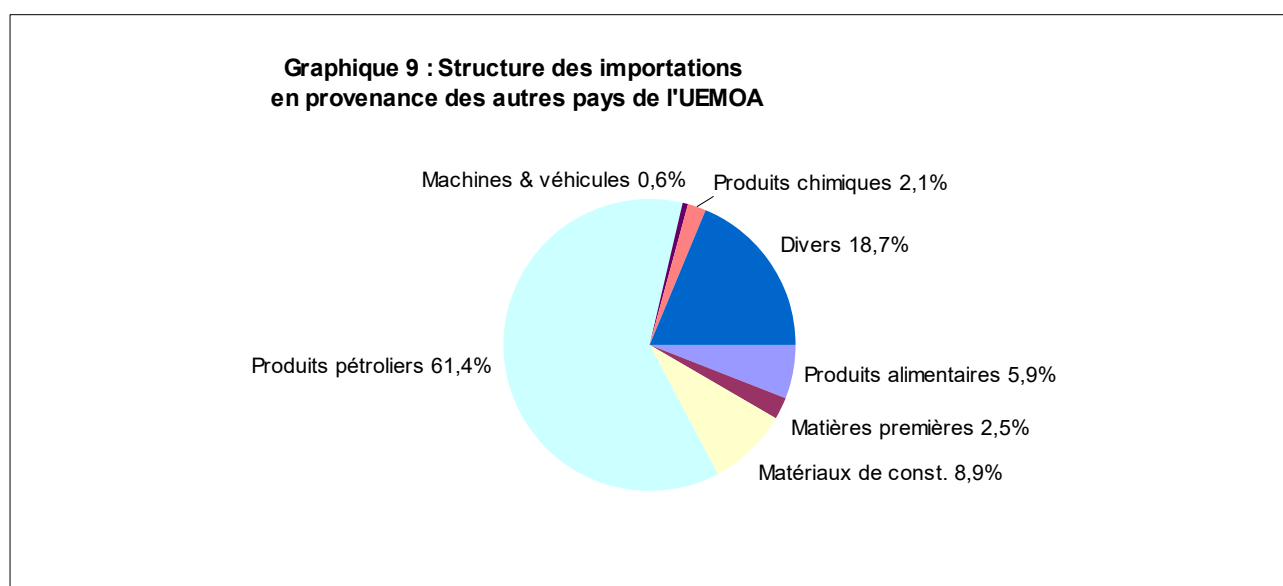
fournisseurs. Les parts respectives de ces deux pays dans les importations communautaires du Mali sont de 45,5% et 35,4% en 2020, après 51,7% et 30,8% en 2019.

Les importations en provenance des pays de l'UEMOA restent dominées par les produits pétroliers. En effet, celles-ci sont ressorties à 665,8 milliards de FCFA en 2020, soit 61,4%. Ces produits proviennent pour l'essentiel du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, qui représentent respectivement 53,0% et 36,7% des importations communautaires de produits pétroliers.

Les importations intra-UEMOA portent également sur les matériaux de constructions et les produits alimentaires. Ces produits ont représenté respectivement 8,9% et 5,9% du total des importations en provenance de l'Union.

Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 93,8%, en matériaux de construction pour 30,0% et en produits alimentaires pour 15,9%.

Le graphique qui suit présente la structure par produit des importations en 2020 en provenance des autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2020.

## 1.2 Balance des services

Au cours de la période sous-revue, le déficit de la balance des services s'est accentué de 81,8 milliards (+9,4%) en se chiffrant à 948,3 milliards, sous l'effet la détérioration du solde des autres services (-67,6 milliards) et du solde des voyages (-48,5,2 milliards), induit par la baisse des flux touristiques en période de pandémie. Toutefois, la réduction du déficit des « transports » de 34,3 milliards a permis d'atténuer légèrement le déficit de la balance des services en 2020.

**Tableau 11 : Balance des services**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations de services	272 577	319 092	333 795	449 206	231 100
Importations de services	1 333 566	1 126 856	1 173 664	1 315 758	1 179 432
Balance des services	-1 060 988	-807 764	-839 868	-866 552	-948 333

Source : BCEAO

Le déficit de la balance des services découle, pour l'essentiel, des transports et des « autres services », notamment les services d'entretien et de réparation, de télécommunications ainsi que les « biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs ». Cette situation dénote de la faible capacité d'offre locale de services spécialisés aux agents économiques.

Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

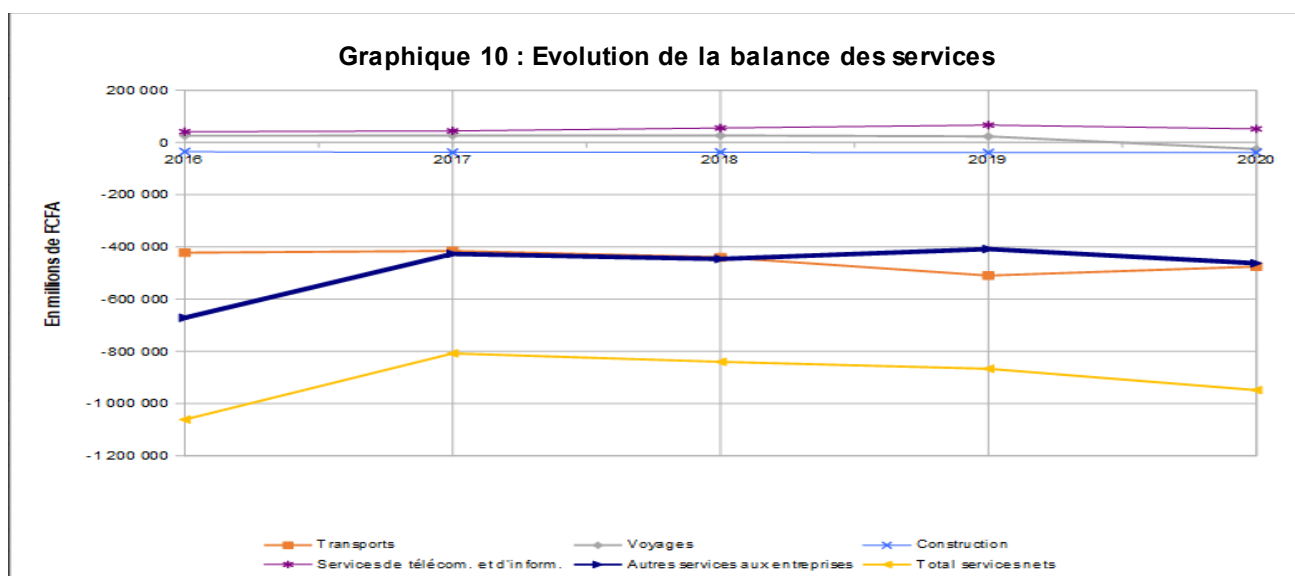
**Tableau 12 : Evolution de la balance des services**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Transports	-421 804	-415 054	-439 333	-509 479	-475 159
Dont fret	-366 139	-376 266	-394 269	-465 485	-455 082
Voyages	25 797	27 053	26 834	23 369	-25 153
Autres services	-664 981	-419 764	-427 369	-380 443	-448 021
Total services nets	-1 060 988	-807 764	-839 868	-866 552	-948 333

Source : BCEAO





Source : BCEAO

### 1.2.1 Exportations de services

Les exportations de services se sont établies à 231,1 milliards en 2020, après 449,2 milliards en 2019, soit une baisse de 48,6%, essentiellement liée à l'enregistrement d'un montant exceptionnel de 107,5 milliards en 2019, au titre des « biens destinés à transformation à l'étranger ». Par ailleurs, l'analyse de l'évolution des exportations de services met en exergue la prédominance des postes voyages et des services de télécommunication. Les flux créditeurs du poste « voyages » se sont élevés à 46,9 milliards, en baisse de 66,0% par rapport à leur niveau de 2019, du fait de la forte diminution du nombre de visiteurs internationaux, qui est passé de 217.036 en 2019 à 75.155 en 2020. Les voyageurs, constitués pour une grande part, de Maliens résidant à l'étranger ainsi que de professionnels dans le cadre des missions, ont été affectés par les mesures prises par les autorités pour lutter contre la propagation de pandémie de la Covid-19, notamment la fermeture des frontières.

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA ont baissé de 60,9%, par rapport à l'année 2019. La Côte d'Ivoire est le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union (36,3%), suivie du Sénégal (34,0% des flux) et du Burkina Faso (15,3%).

Concernant les services de télécommunication et d'information reçus, ils ont augmenté de 4,2% en 2020 en ressortant à 120,4 milliards, en raison de l'accroissement de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes. Il s'agit essentiellement des recettes de roaming et d'interconnexion.

Les exportations de services de transport, pour leur composante transport aérien de passagers, ont enregistré des flux de 2,0 milliards, imputables à l'affrètement de compagnies locales par des non-résidents.

Les biens et services reçus par les administrations publiques ont diminué de 6,8% sur la période, en s'affichant à 51,9 milliards en 2020 contre 55,7 milliards en 2019. Il s'agit des transactions des organismes publics non-résidents et des missions internationales.

## 1.2.2 Importations de services

Les importations de services se sont repliées de 10,5% en 2020, en s'établissant à 1.179,4 milliards, après 1.315,7 milliards en 2019, en liaison essentiellement avec la baisse des autres services aux entreprises (-47,2 milliards), des services de voyages (-42,4 milliards) et des services de transports (-36,7 milliards). En effet, les flux débiteurs des autres services aux entreprises se sont inscrits à 70,0 milliards de FCFA en 2020, contre 117,2 milliards de FCFA en 2019, imputable essentiellement à la baisse des « services spécialisés et services de conseil en gestion » des secteurs minier et de télécommunication.

Les transports, composés notamment du fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est élevé à 455,6 milliards en 2020, en baisse de 2,3% par rapport à 2019, suite à la diminution des importations de marchandises<sup>4</sup>. Les flux de transport de passagers ont enregistré une baisse de 20,0 milliards (-54,4%), induite par la suspension du trafic aérien, en s'affichant à 17,3 milliards en 2020, après 38,1 milliards en 2019.

Les services de voyages constituent également une part importante des flux débiteurs de services (9,4% hors services militaires en 2020), avec un montant de 72,0 milliards, soit une baisse de 37,0% sur la période. Les dépenses de voyages en direction des autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 28,8 milliards (40,0% du total des voyages), après 38,7 milliards en 2019, marquant ainsi une baisse de 25,6%.

Quant aux services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires, ils ont atteint 409,4 milliards (34,7% des importations totales de services), après 411,6 milliards en 2019.

## 1.3 Compte de revenu primaire

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts, etc). En 2020, le solde du compte de revenu primaire est ressorti déficitaire de 425,2 milliards, après un déficit de 407,5 milliards l'année précédente, en détérioration de 17,7 milliards de FCFA (4,3%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 14,7 milliards, après 15,3 milliards en 2019, en baisse de 4,5%, consécutive à la diminution des salaires reçus des représentations diplomatiques. Les flux créditeurs de rémunération des salariés sont évalués à 39,0 milliards en 2020, après 40,4 milliards en 2019. S'agissant des flux débiteurs, ils se sont inscrits à 24,3 milliards en 2019, en baisse de 2,8% par rapport à 2019.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est accru de 17,0 milliards en 2020, avec un solde ressorti à -443,8 milliards contre -426,7 milliards en 2019. Cette détérioration de 4,0% s'explique essentiellement par la hausse des revenus des investisseurs directs qui constituent 92,0% de ce poste en 2020, avec un montant net de 408,4 milliards (dont 207,0 milliards de dividendes distribués). Ces revenus d'investissements relèvent essentiellement des investisseurs des

---

<sup>4</sup> Pour rappel, le taux de fret actuellement appliqué est de 15,5%.

secteurs des télécommunications, aurifère, bancaire ainsi que de la construction, principales activités attrayantes de l'économie malienne.

Les résidents ont reçu 40,6 milliards de revenus d'investissements de portefeuille en 2020 constitués essentiellement d'intérêts sur les titres de créances acquis par les banques, contre 28,6 milliards en 2019. Les flux débiteurs correspondant aux revenus payés aux non-résidents, pour leur part, ont atteint 41,1 milliards dont 40,9 milliards d'intérêts payés, notamment sur les titres de créance émis par le Trésor public.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 33,4 milliards après 33,5 milliards en 2019. Ces paiements sont essentiellement effectués en faveur de la Banque mondiale (27,2%), de la BOAD (14,3%), de la BAD (10,4%), de la BID (8,8%), de la Chine (14,9%), de l'Inde (2,9%), du Koweït (1,6%) et de l'Arabie Saoudite (7,4%).

**Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Rémunération des salariés	1 199	1 049	13 469	15 343	14 657
Revenus des investissements	-224 222	-289 352	-294 717	-426 718	-443 769
Revenus des investissements directs	-197 606	-257 307	-278 558	-373 434	-408 424
Revenus des investissements de portefeuille	176	18 233	16 051	-19 502	-595
Revenus des autres investissements	-26 792	-50 278	-32 210	-33 783	-34 749
dont intérêts sur dette publique extérieure	-26 200	-28 200	-29 000	-33 500	-33 400
Revenus des avoirs de réserve	0	0	0	0	0
Autres revenus primaires	951	-2 546	-2 130	3 857	3 884
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>-222 072</b>	<b>-290 849</b>	<b>-283 377,90</b>	<b>-407 518,48</b>	<b>-425 228,40</b>

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

#### 1.4. Compte de revenu secondaire

L'excédent du compte de revenu secondaire s'est dégradé de 27,6 milliards (-3,1%) en 2020, en lien essentiellement avec les transferts en faveur des administrations publiques.

L'évolution du revenu secondaire entre 2016 et 2020 est retracée dans le tableau qui suit.

**Tableau 14 : Évolution du compte de revenu secondaire**

(en millions de FCFA)

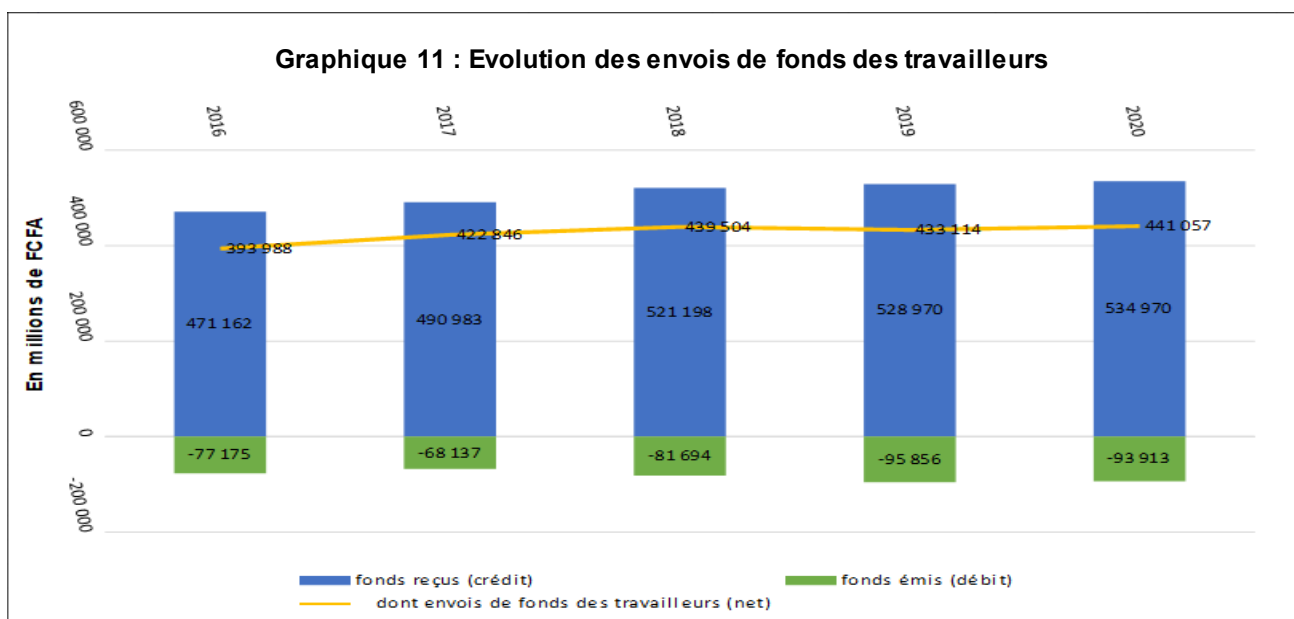
RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Administration publique	612 984	428 722	414 169	441 870	372 842
dont aide budgétaire	45 500	48 600	42 500	104 223	35 600
Autres secteurs	410 172	435 349	457 184	450 679	492 073
dont envois de fonds des travailleurs (net)	393 988	422 846	439 504	433 114	441 057
fonds reçus (crédit)	471 162	490 983	521 198	528 970	534 970
fonds émis (débit)	-77 175	-68 137	-81 694	-95 856	-93 913
<b>REVENU SECONDAIRE NET</b>	<b>1 023 156</b>	<b>864 071</b>	<b>871 353</b>	<b>892 549</b>	<b>864 915</b>

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

Le revenu secondaire net au profit des administrations publiques est ressorti à 372,8 milliards, après 441,9 milliards l'année précédente. Ce niveau inclut près de 350,0 milliards de ressources mobilisées dans le cadre des missions d'assistance militaire. Les autres fonds mobilisés par l'Administration publique se sont établis à 35,6 milliards, au titre de l'appui budgétaire global, après 104,2 milliards en 2019.

Au titre de l'année 2020, l'aide budgétaire provient essentiellement de l'Union européenne, de la BAD et de l'Agence française de développement.

Au niveau des flux de revenus secondaires en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), les flux nets sont ressortis à 492,1 milliards en 2020, en augmentation de 41,4 milliards ou 9,2% par rapport à leur niveau de 2019. Cette évolution découle de l'augmentation de 1,8% des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants qui sont ressortis à 441,1 milliards en 2020. Les flux créditeurs se sont établis à 535,0 milliards, après 529,0 milliards pour l'année 2019, soit une hausse de 1,1%. Une proportion de 20,3% de ce montant provient des autres pays de l'UEMOA, 41,3% des pays de la Zone euro et 38,5% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso qui envoient le plus de fonds avec respectivement 54,9%, 21,9% et 11,2% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent, alors qu'au niveau des autres pays, la République du Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales sources.



Source : BCEAO

## II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2020, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 126,5 milliards, marquant ainsi une augmentation de 12,5 milliards (11,0%) par rapport à son niveau de 2019. Cette amélioration découle essentiellement de l'accroissement des transferts de capital.

**Tableau 15 : Evolution du compte de capital**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-3 439	-2 070	-6 084	-5 363	-2 686
Transferts de capital	127 669	152 178	139 041	119 299	129 166
Administrations publiques	104 729	113 957	93 495	106 572	97 800
dont remises de dettes (PPTE)	17 729	18 228	18 995	17 601	20 000
Autres secteurs	22 940	38 221	45 546	12 726	31 366
<b>SOLDE COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>124 230</b>	<b>150 108</b>	<b>132 957</b>	<b>113 936</b>	<b>126 480</b>

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

### 2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

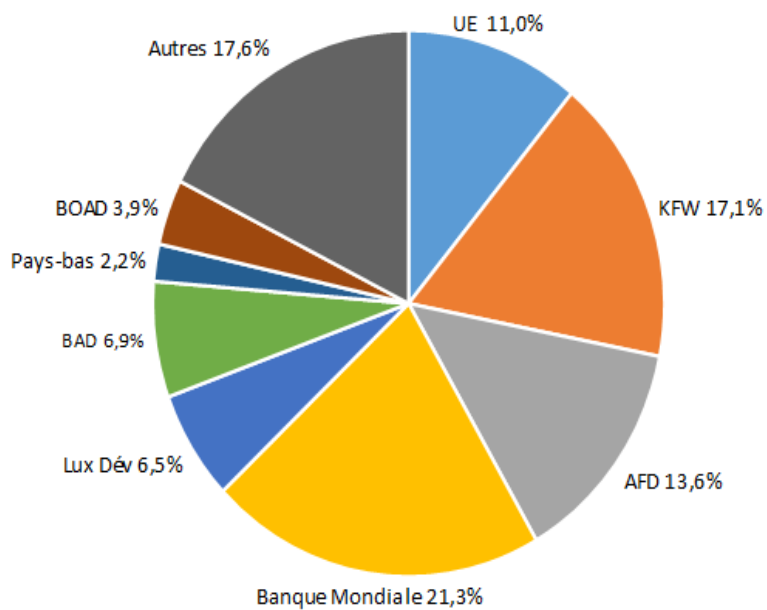
Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -2,7 milliards, après -5,4 milliards en 2019, marquant ainsi une amélioration.

### 2.2 Transferts en capital

Les transferts en capital correspondent aux projets financés par les partenaires techniques et financiers du Mali dans différents secteurs. Les flux de transferts de capital sont ressortis à 129,2 milliards en 2020, après 119,3 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 8,3%. Les dons projets, y compris sectoriels, (hors remise de dettes) se sont établis à 77,8 milliards en 2020, après 87,1 milliards en 2019, soit une baisse de 12,5%. Les appuis budgétaires sectoriels, d'un montant de 6,6 milliards en provenance de la Suisse, de la Belgique et du Luxembourg essentiellement, ont été consacrés à des programmes spécifiques dans le domaine de l'éducation et de la santé. Quant aux dons projets, qui correspondent aux subventions accordées par les partenaires techniques et financiers dans le cadre du programme triennal d'investissement, elles proviennent essentiellement de la Banque mondiale (21,3%), de l'Agence française de développement (13,6%), de l'Union européenne (11,0%), de la KfW (17,1%) et de la Banque africaine de développement (6,9%). Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture (34,4%), des infrastructures routières (21,7%), des ressources humaines (planification/décentralisation/éducation) pour 32,6% et du secteur secondaire pour 11,3%. La remise de dette au titre de l'initiative PPTE s'est élevée à 20,0 milliards.

Les transferts de capital des autres secteurs se sont élevés à 31,4 milliards, en hausse de 18,6 milliards par rapport à 2019. Ces appuis correspondent aux transferts effectués par certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales en faveur des « Institutions sans but lucratif au service de ménages ».

**Graphique 12 : Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire**



Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE) et Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD)

### III. COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issus des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux. Au terme de l'année 2020, les flux d'opérations financières ont enregistré un montant net de 510,3 milliards, après 871,4 milliards en 2019, un recul imputable à l'ensemble des rubriques du compte financier. Ce solde correspond à 575,5 milliards de flux d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 65,2 milliards d'accroissement net des passifs au titre de l'année 2020.

**Tableau 16 : Évolution du compte financier**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Investissements directs	-153 758	-318 338	-259 397	-502 751	-308 340
Acquisition nette d'actifs financiers	57 492	7 264	161	600	665
Augmentation nette de passifs financiers	211 250	325 602	259 558	503 351	309 004
Investissements de portefeuille	-137 594	-16 659	-118 607	-152 804	-191 213
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	93 846	-82 380	-22 652	-215 887	-10 753
<b>SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>-197 506</b>	<b>-417 377</b>	<b>-400 656</b>	<b>-871 443</b>	<b>-510 306</b>

Source : BCEAO

#### 3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 309,0 milliards (503,3 milliards en 2019), qui se décompose en titres de participations (278,9 milliards) et bénéfices (190,7 milliards) réinvestis pour 469,6 milliards et en instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs) pour -160,6 milliards. La baisse de 38,6% des flux d'investissements directs reçus s'explique par de nombreuses opérations de remboursement d'emprunts des sociétés minières auprès de leurs maisons mères et la baisse des réinvestissements de bénéfices, atténuée par l'accélération des investissements sous forme de titres de participation. Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi-totalité des investissements et des remboursements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices), montre que le secteur de la communication a contribué à hauteur de 62,9% à l'augmentation des investissements directs, le secteur minier pour 47,4%, le secteur de l'intermédiation financière pour 5,7%. Ces augmentations ont été atténuées par des baisses enregistrées par le secteur de l'industrie manufacturière pour 11,2%, et celui du commerce pour 4,9%. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont l'Australie, le Canada, le Sénégal et le Maroc.

En ce qui concerne les remboursements d'emprunts auprès des investisseurs directs, ils sont à destination du Ghana, du Royaume-Uni, de la Chine et du Canada. Ils proviennent essentiellement du secteur minier.

### **3.2 Investissements de portefeuille**

Le solde net des investissements de portefeuille (hors secteur monétaire) s'est établi à -191,2 milliards en 2020, après -152,8 milliards en 2019. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres publics (émissions d'obligations et de bons du Trésor). En effet, les flux nets (émissions nettes de remboursements) mobilisés par l'Administration publique sont passés de 152,8 milliards en 2019 à 186,3 milliards en 2020.

A fin 2020, le montant des encours vis-à-vis des non-résidents s'est établi à 828,9 milliards (617,3 milliards à fin 2019), avec 116,6 milliards pour les bons du Trésor et 712,3 milliards pour les obligations du Trésor. Les vingt et deux (22) émissions réalisées au cours de l'année sur le marché financier régional ont permis de mobiliser 547,2 milliards (60,4% du total) auprès des banques des autres pays<sup>5</sup>, correspondant à 235,0 milliards de bons du Trésor et 312,2 milliards d'obligations du Trésor.

Concernant les titres de participation et parts dans les fonds de placement, il a été enregistré des baisses de 492,4 millions et 202,0 millions au titre des engagements nets et des acquisitions nettes respectivement, correspondant essentiellement aux transactions des établissements de dépôts autres que la Banque centrale.

### **3.3 Dérivés financiers**

A l'instar des années précédentes, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

### **3.4 Autres investissements**

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à -10,7 milliards, qui se décline en accroissement net de créances de 64,5 milliards (160,3 milliards en 2019) et en augmentation nette des engagements de 75,3 milliards (376,2 milliards en 2019).

La baisse des créances est imputable aux autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM), dont les crédits commerciaux accordés aux non-résidents sont ressortis en baisse de 28,1 milliards en 2020, tandis que les dépôts à l'étranger et les avoirs en devises ont atteint 20,0 milliards en 2020, après 74,5 milliards en 2019.

Le passif des autres secteurs, qui s'est inscrit à 24,1 milliards en 2020, a enregistré une augmentation nette de 43,4 milliards de prêts et une diminution de 22,1 millions de crédits commerciaux reçus des sociétés. Au niveau de l'Administration publique, les engagements nets sont ressortis à 51,2 milliards après 286,0 milliards en 2019. Au total, 139,6 milliards de tirages de prêts et 88,4 milliards d'amortissement (après 376,5 et 90,5 millions respectivement en 2019) ont été effectués au cours de l'année. Il n'a pas été enregistré d'arriérés de paiement sur la dette en 2020. Ces décaissements de prêts émanent essentiellement du Fonds africain de développement (16,3%), de la Banque ouest africaine de développement (14,0%) et de la Banque mondiale (1,7%). En outre, le Mali a bénéficié de tirages nets sur les ressources du FMI à hauteur de 131,5 milliards de FCFA, dont 115,6 milliards de FCFA au titre de la Facilité de crédit rapide afin d'aider le Mali faire face aux effets négatifs de pandémie de la Covid19 et 15,9 milliards de FCFA dans le cadre de la Facilité élargie de crédit.

<sup>5</sup> Le montant total des émissions (Mali compris) est de 906,2 milliards en 2020.



## IV. CAPITAUX MONETAIRES

### 4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont consolidés sur la période, marquant une augmentation de 193,6 milliards, après celle de 181,0 milliards enregistrée en 2019. Cette évolution est subséquente à la progression de ses créances brutes sur l'extérieur de 223,0 milliards, induite par les « Avoirs officiels de réserve » (+113,5 milliards) et les « Autres actifs extérieurs » (+24,3 milliards). Il est à noter que cette rubrique est composée, pour une large part, des créances sur les autres pays de l'Union et des transferts en cours d'encaissement.

Quant aux engagements extérieurs, ils se sont accrus de 29,4 milliards, contre un repli de 21,8 milliards enregistré en 2019. Cet accroissement est induit par celui des « Recours aux crédits du Fonds » (+108,1), atténués par la baisse des « Autres engagements extérieurs » (-78,7 milliards).

**Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
<b>AVOIRS</b>	<b>249 486</b>	<b>347 631</b>	<b>526 061</b>	<b>685 661</b>	<b>908 654</b>
Avoirs officiels de réserve	80 159	80 375	157 862	163 639	277 193
dont DTS détenus	46 883	59 276	126 409	134 471	256 694
Autres actifs extérieurs	169 326	267 256	368 199	522 022	546 279
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>331 499</b>	<b>355 769</b>	<b>419 185</b>	<b>397 367</b>	<b>426 729</b>
Recours aux crédits du Fonds	104 737	113 139	181 201	189 457	297 550
Autres engagements extérieurs	226 763	242 630	237 983	207 910	129 180
<b>AVOIRS NETS</b>	<b>-82 014</b>	<b>-8 138</b>	<b>106 876</b>	<b>288 294</b>	<b>481 924</b>

Source : BCEAO

### 4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques sont ressortis en hausse de 257,2 milliards, après une contraction de 83,3 milliards enregistrée en 2019, en liaison avec la hausse de leurs créances brutes sur l'extérieur, à hauteur de 196,4 milliards (dont dépôts +49,0 milliards) et la baisse de leurs engagements extérieurs (-60,7 milliards). L'évolution des engagements est induite par la baisse du niveau des dépôts des non-résidents dans leurs livres (-23,7 milliards) ainsi qu'à la diminution des encours de crédits qui leur sont alloués (-36,8 milliards).

**Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Avoirs</b>	<b>874 784</b>	<b>845 199</b>	<b>870 866</b>	<b>839 269</b>	<b>1 035 723</b>
dont dépôts	204 568	132 383	205 602	100 924	150 749
<b>Engagements</b>	<b>542 863</b>	<b>628 466</b>	<b>664 216</b>	<b>549 422</b>	<b>488 712</b>
dont dépôts	378 724	317 626	387 176	300 858	277 153
dont crédits	166 740	309 889	276 194	247 881	211 030
<b>POSITION MONETAIRE EXTERIEURE</b>	<b>331 921</b>	<b>216 733</b>	<b>206 650</b>	<b>289 847</b>	<b>547 011</b>

Source : BCEAO

**4.3 Actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts**

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital ont été entièrement couverts par les transactions financières. Cette situation s'est traduite par une amélioration du solde global excédentaire de la balance des paiements qui est ressorti à 450,8 milliards en 2020, après 264,2 milliards en 2019.

**Tableau 19 : Evolution des actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Variation AEN banques de dépôts	-13 941	-115 188	-10 083	83 197	257 164
Variation AEN Banque centrale	-303 886	73 876	115 014	181 418	193 630
<b>Variation des AEN totaux / SOLDE GLOBAL BDP</b>	<b>-317 827</b>	<b>-41 312,39</b>	<b>104 931</b>	<b>264 615</b>	<b>450 794</b>

Source : BCEAO

## V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

### 5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoires et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les droits de tirage spéciaux (DTS).

Au titre de l'année 2020, la PEG s'est élevé à -5.579,1 milliards, soit une détérioration de 55,0 milliards par rapport à son niveau de 2019. Cette évolution résulte d'une augmentation importante du stock des passifs financiers qui a été compensée, en partie, par la hausse des actifs financiers au cours de la période. En effet, le stock des actifs financiers a affiché un montant de 2.183,8 milliards en 2020, en hausse de 484,6 milliards ou 28,3%. Cette évolution résulte de l'accroissement des actifs au titre des investissements de portefeuille, des autres investissements (monnaie fiduciaire et dépôts) et des avoires de réserve qui ont affiché des hausses respectives de 29,9%, 20,0% et 32,5%. Au titre des avoires de réserve, le stock détenu est passé de 685,6 milliards à 896,5 milliards.

Quant au stock des passifs, il s'est établi à 7.762,9 milliards, en hausse de 543,7 milliards ou 7,5% par rapport à son niveau de 2019. Cette évolution est en liaison essentiellement avec l'accroissement des passifs au titre des investissements directs pour 308,5 milliards ou 10,8% et des investissements de portefeuille, qui ont marqué une progression de 212,3 milliards ou 30,0%.

**Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette<sup>6</sup>**

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
<b>A</b>	<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>1 711 258</b>	<b>-12 100</b>	<b>2 183 803</b>
1	Investissements directs	28 466		29 131
2	Investissements de portefeuille	619 848		805 266
3	Dérivés financiers			0
4	Autres investissements	377 303	0	452 873
4.1	Autres titres de participation	0		0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	111 895		177 727
4.3	Prêts	121 104		87 435
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	46 160		18 046
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	98 144		169 665
5	Avoirs de réserves	685 641	-12 100	896 533
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	134 471	-11 283	256 694
5.3	Position de réserve au FMI	27 076	-817	18 591
5.4	Autres avoirs de réserve	524 093		621 249
<b>B</b>	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>7 235 332</b>	<b>-16 128</b>	<b>7 762 869</b>
1	Investissements directs	2 852 154		3 160 667
2	Investissements de portefeuille	708 229		920 568
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	3 674 949	-16 128	3 681 634
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	195 158		149 777
4.3	Prêts	3 178 883	-13 078	3 343 157
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant	3 207		4 064
4.5	Crédits commerciaux	99 223		77 849
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	126 034		37 392
4.7	Droits de tirage spéciaux	72 445	-3 050	69 395
<b>C</b>	<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-5 524 074</b>	<b>4 029</b>	<b>-5 579 066</b>

Source : BCEAO

**5.2 Structure géographique de la position extérieure globale**

La répartition géographique de la PEG montre une prééminence des transactions financières avec les autres pays en comparaison avec celles des pays de l'UEMOA et de la Zone euro. Les pays hors UEMOA et hors Zone euro sont détenteurs de 74,8% du stock d'engagements étrangers du Mali, contre 20,9% pour les autres pays de l'UEMOA et 4,3% pour les pays de la Zone euro.

Au niveau des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les pays hors UEMOA et hors Zone euro détiennent 70,1% des avoirs, contre 27,6% pour les autres pays de l'UEMOA et 2,3% pour les pays de la Zone euro.

<sup>6</sup> Les autres flux représentent des variations d'actifs et de passifs financiers dues à des causes autres que les transactions entre résidents et non-résidents (réévaluations dues aux variations des taux de change et autres variations de prix).

**Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette**

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
<b>A</b>	<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>602 015</b>	<b>50 953</b>	<b>1 530 836</b>	<b>2 183 803</b>
1	Investissements directs	22 707	0	6 424	29 131
2	Investissements de portefeuille	807 932	-4 503	1 837	805 266
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	184 843	61 515	206 514	452 873
5	Avoirs de réserves	-413 467	-6 060	1 316 060	896 533
5.1	Or monétaire	0			0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0		256 694	256 694
5.3	Position de réserve au FMI	0		18 591	18 591
5.4	Autres avoirs de réserve	-413 467	-6 060	1 040 776	621 249
<b>B</b>	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>1 623 941</b>	<b>331 825</b>	<b>5 807 103</b>	<b>7 762 869</b>
1	Investissements directs	334 867	96 908	2 728 892	3 160 667
2	Investissements de portefeuille	841 438	45 668	33 462	920 568
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	447 635	189 249	3 044 749	3 681 634
<b>C</b>	<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-1 021 926</b>	<b>-280 873</b>	<b>-4 276 267</b>	<b>-5 579 066</b>

Source : BCEAO

**5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale**

En 2020, le stock des actifs financiers est détenu, à hauteur de 48,0%, par les autres institutions de dépôts, sous forme d'investissements de portefeuille et d'autres investissements pour l'essentiel. La Banque Centrale, avec les avoirs de réserve, détient 41,1% des actifs extérieurs. Le reste des actifs financiers, soit 10,8%, est détenu pour l'essentiel par les sociétés non financières, dont les avoirs sont constitués d'investissements directs, de dépôts et de crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers est détenu essentiellement par l'Administration publique (44,5%), par les sociétés non financières (44,5%) et, dans une moindre mesure, par les institutions de dépôts (5,5%). Il se compose de prêts et d'investissements de portefeuille de l'Administration publique ainsi que des investissements directs étrangers des sociétés non financières.

**Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette**

(en millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institut. de dépôts	Adm. Pub.	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Fin.	Sté. Non Fin.	
	<b>Stock d'actifs financiers</b>	896 533	1 048 280	0	238 990	2 309	236 681	2 183 803
1	Investissements directs				29 131		29 131	29 131
2	Investissements de portefeuille	0	801 688	0	3 578	1 323	2 255	805 266
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements		246 592	0	206 281	986	205 295	452 873
5	Avoirs de réserves	896 533	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	896 533
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	256 694	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	256 694
5.3	Position de réserve au FMI	18 591	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	18 591
5.4	Autres avoirs de réserve	621 249	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	621 249
	<b>Stocks de passifs financiers</b>	410 601	428 407	3 454 256	3 469 606	16 270	3 453 336	7 762 869
1	Investissements directs				3 160 667		3 160 667	3 160 667
2	Investissements de portefeuille		82 710	828 886	8 972	6 002	2 970	920 568
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	410 601	345 697	2 625 370	299 966	10 268	289 698	3 681 634
	<b>Position extérieure globale nette</b>	485 933	619 874	-3 454 256	-3 230 616	-13 961	-3 216 655	-5 579 066

Source : BCEAO

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En dépit de recul de la croissance économique mondiale en 2020, les comptes extérieurs du Mali ont enregistré des performances par rapport à l'année 2019. En effet, l'excédent du solde global de la balance des paiements s'est consolidé en 2020, pour se chiffrer à 450,8 milliards, après 264,2 milliards l'année précédente et des déficits successifs, les trois années d'avant.

Le déficit courant s'est nettement réduit, en ressortant à 2,2% du PIB. Toutefois les vulnérabilités affectant la structure des comptes extérieurs demeurent. Le besoin de financement, de 92,1 milliards de FCFA subséquent à cette amélioration du solde courant, a été couvert. En effet, les investissements directs (participations et instruments de dette), les investissements de portefeuille (émission de bons et d'obligations du Trésor public) et les tirages de prêts de l'Administration publique et du secteur privé ont permis de financer les besoins à hauteur de 510,3 milliards. Pour l'année 2020, les flux nets mobilisés à travers les émissions de titres publics ont atteint 188,7 milliards, soit 32,8% du total des flux financiers.

En définitive, les actifs extérieurs nets du système monétaire se sont accrus de 450,8 milliards, tandis que la position extérieure globale nette du Mali s'est détériorée de 59,0 milliards.

Pour renforcer sa viabilité extérieure, le Mali devrait poursuivre et renforcer les mesures de politique économique de nature à contenir le déficit du compte courant à travers la transformation locale en vue de diminuer les importations et limiter le financement du déficit par le recours aux avoirs du système bancaire. Pour ce faire, les stratégies de politique économique, ci-après, devraient être inscrites parmi les priorités :

- la diversification de la base de produits d'exportation, notamment les produits du cru et les biens manufacturés, en vue de réduire la dépendance du pays à l'égard des secteurs minier et cotonnier ;
- l'accroissement de la valeur ajoutée des exportations, à travers la transformation des produits locaux. Ceci induit le suivi et l'appui aux filières de production et de commercialisation porteuses, dont le raffinage de l'or sur place, la transformation du coton et la modernisation de la filière de l'élevage ;
- le renforcement de l'investissement dans le secteur industriel, à travers la mise en place de nouvelles zones industrielles et de zones franches, en vue de réduire l'écart entre les importations et les exportations de marchandises générales.
- la mise en œuvre de mesures d'incitation à la création d'entreprises de services dans des créneaux spécialisés, en soutenant notamment les capacités d'investissement ;
- le renforcement des actions d'amélioration du cadre des affaires dans les secteurs porteurs de croissance, comme l'agriculture et l'industrie, afin d'y accroître les investissements directs étrangers.

En vue de la mise en œuvre de toutes ces mesures de politique économique, l'Etat devrait créer les conditions pour la stabilité socio-politique et le retour de la paix.

# **ANNEXES**



## Sommaire des annexes

Annexe 1 :	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	46
Annexe 2 :	Ajustements des données monétaires	
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	53
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des Autres institutions de dépôts	53
Annexe 3 :	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs	54
Tableau A3 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	54
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	54
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	55
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	56
Tableau A7 :	Exportations communautaires en 2020	57
Tableau A8 :	Importations communautaires en 2020	57
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2020	58
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali en 2020	58
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020	59
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires en 2020	59
Tableau A13 :	Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus	60
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2020 (détaillée)	61
Tableau A15 :	Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO – MALI	76
Tableau A16 :	Position extérieure globale- MALI	80

## **Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali**

### **1. Généralités**

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2009.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

### **2. Concepts fondamentaux**

**Territoire économique** : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

**Résidence** : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6<sup>ème</sup> édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

**Transactions** : les transactions enregistrées dans la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

**Autres flux** : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

**Réévaluations** : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

**Autres variations de volume** : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs

financiers ou des changements de classification.

**Unité institutionnelle** : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

**Investisseur direct** : investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

**Entreprise d'investissement direct** : entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent, s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

**Entités associées** : entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

**Filiales** : entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

**Succursales** : entreprises d'investissement direct non constituées en sociétés et qui sont détenues à 100% par son investisseur direct.

**Entreprises sœurs** : entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

**Entreprises affiliées** : entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

### **3. Nature des sources statistiques**

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé « DEC » qui sert à recenser, de manière globalisée, les données

issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, AFRISTAT, FMI, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document « Dette extérieure publique » est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

#### **4. Pratiques d'établissement des données**

##### **4.1 Compte courant et compte de capital**

**Importations / exportations de marchandises générale** : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

**Réexportation de marchandises** : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

**Négoce international** : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

**Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers** : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

**Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs** : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

**Service postaux et de messagerie** : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

**Frais de mission et de formation à l'étranger** : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc engagées à l'étranger. Ils n'incluent pas le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

**Travaux de construction** : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle

aussi enregistrée au poste construction.

**Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions** : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

**Services d'assurance auxiliaires** : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

**Services financiers** : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

**Frais pour usage de propriétés intellectuelles non compris ailleurs** : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

**Services de télécommunications** : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

**Service d'informatique** : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques, les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

**Service d'information** : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le

Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

**Services de recherche-développement** : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

**Autres services aux entreprises** : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

**Services spécialisés et services de conseil en gestion** : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

**Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises** : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

**Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs** : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

**Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs** : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

**Dividendes reçus/versés sur les titres de participations** : la part des bénéfices reçus/versés par une entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

**Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis** : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

**Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées** : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par une entreprise sur des entreprises affiliées.

**Autres intérêts versés ou reçus** : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

**Taxes sur la production et les importations versées** : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

## **4.2 Compte financier**

**Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct** : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) d'une entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

**Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)** : part des fonds propres d'une entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

**Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs** : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par une entreprise à titre d'investissements directs.

**Titres de participation détenus par les investisseurs directs** : parts des fonds propres d'une entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

**Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours)** : parts des fonds propres d'une entreprise détenus par ses filiales, des sociétés associées ou succursales.

**Titres de participation détenus par les entreprises sœurs** : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

**Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées** : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

**Titres de participations (< 10 %)** : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

**Titres de créance** : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

**Instruments financiers dérivés** : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, il y a lieu d'indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

**Autres titres de participations** : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

**Autres prêts** : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

**Crédits commerciaux** : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

## **5. Validation des données**

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter

périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

## **6. Autres aspects**

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels. Elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".



## Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

**Tableau A1 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des Paiements**

### Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation
<b>AVOIRS</b>						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND			ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	249 486,00	347 631,00	526 061,00	685 661,06	908 653,55	222 992,49
Ajustements/Autres flux						0,00
<b>Total avoirs en balance des paiements</b>	<b>249 486,00</b>	<b>347 631,00</b>	<b>526 061,00</b>	<b>685 661,06</b>	<b>908 653,55</b>	<b>222 992,49</b>
<b>ENGAGEMENTS</b>						
Statistiques financières internationales	ND	ND				ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	331 499,00	355 769,00	419 185,00	397 367,04	426 729,17	29 362,14
dont Allocation DTS	74 758,00	69 607,00	71 177,00	72 444,98	69 394,85	-3 050,13
Ajustements/Autres flux						
<b>Total engagements en balance des paiements</b>	<b>331 499,00</b>	<b>355 769,00</b>	<b>419 185,00</b>	<b>397 367,04</b>	<b>426 729,17</b>	<b>29 362,14</b>
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>-82 013,00</b>	<b>-8 138,00</b>	<b>106 876,00</b>	<b>288 294,02</b>	<b>481 924,37</b>	<b>193 630,35</b>

Source : BCEAO

**Tableau A2 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des Paiements**

### Avoirs et engagements extérieurs des Autres institutions de dépôts (AID)

(en millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation
<b>AVOIRS</b>						
Statistiques financières internationales	ND	ND				ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	874 784,00	845 199,00	870 865,00	839 269,00	1 035 723,00	196 454,00
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-7 591,00	-9 928,00				0,00
Débiteurs divers	459,00	469,00				0,00
Divers-comptes d'ordre	0,00	66,00				0,00
Billets externes UMOA	9 394,77	9 246,60				0,00
Ajustements			0,60			0,00
<b>Total avoirs en balance des paiements</b>	<b>874 784,00</b>	<b>845 199,00</b>	<b>870 865,60</b>	<b>839 269,00</b>	<b>1 035 723,00</b>	<b>196 454,00</b>
<b>ENGAGEMENTS</b>						
Statistiques financières internationales	ND	ND				ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	546 049,00	628 156,00	664 216,00	549 422,00	488 712,00	-60 710,00
Comptes exigibles après encaissement	-18 047,00	-22 192,00				0,00
Dépôts des Maliens de l'extérieur	164 165,52	178 487,04				0,00
Versement à effectuer/ titres de placement	0,00	0,00				0,00
Créditeurs divers	22,00	28,00				0,00
Divers-comptes d'ordre	0,00	72,00				0,00
Ajustements	-3 186,00	310,00				0,00
<b>Total engagements en balance des paiements</b>	<b>542 863,00</b>	<b>628 466,00</b>	<b>664 216,00</b>	<b>549 422,00</b>	<b>488 712,00</b>	<b>-60 710,00</b>
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>331 921,00</b>	<b>216 733,00</b>	<b>206 649,60</b>	<b>289 847,00</b>	<b>547 011,00</b>	<b>257 164,00</b>

Source : BCEAO

## Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

### TABLEAU A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Coton	157 677	200 049	262 378	249 114	161 569
Pierres et métaux précieux	1 300 175	1 286 966	1 467 846	1 556 407	1 889 563
Animaux vivants	135 224	108 924	108 393	123 595	78 810
Autres	189 341	141 759	173 488	204 914	162 902
<b>Total statistiques du commerce extérieur</b>	<b>1 782 416</b>	<b>1 737 698</b>	<b>2 012 106</b>	<b>2 134 030</b>	<b>2 292 843</b>
Ajustements de champ (non contrôlé)	73 228	59 436	58 811	98 843	78 790
Ajustements de valeur	-179 774	-111 238	-79 485	-79 485	387 750
<b>EXPORTATIONS AJUSTEES</b>	<b>1 675 870</b>	<b>1 685 895</b>	<b>1 991 432</b>	<b>2 153 388</b>	<b>2 759 384</b>

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

### TABLEAU A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
Produits alimentaires	368 373	378 799	374 954	412 512	466 754
Produits énergétiques	506 874	656 975	725 932	864 527	815 874
Biens de conso. Courante	305 567	304 549	300 058	362 289	334 844
Biens d'équipement	549 080	539 876	551 368	649 185	651 647
Matières premières et biens intermédiaires	408 888	404 095	451 312	483 105	521 465
Produits divers	141 385	121 267	122 390	186 764	137 837
<b>Total statistiques du commerce extérieur</b>	<b>2 280 168</b>	<b>2 405 561</b>	<b>2 526 014</b>	<b>2 958 383</b>	<b>2 928 420</b>
Ajustements de champ (informel)	195 014	218 907	227 149	179 218	150 084
Ajustements de champ (autres)	-72 852	-129 881	-129 314	-129 313	-138 886
<b>Imports de marchandises gles ajustées CAF</b>	<b>2 402 330</b>	<b>2 494 586</b>	<b>2 623 849,664</b>	<b>3 008 288,3</b>	<b>2 939 617,4</b>
Fret	-372 361	-386 661	-406 696,70	-466 284,7	-455 640,7
Assurance sur marchandises	-12 011,65	-12 472,93	-13 119,64	-15 041,9	-14 698,5
<b>IMPORTATIONS FOB</b>	<b>2 017 957</b>	<b>2 095 453</b>	<b>2 204 033,32</b>	<b>2 526 961,7</b>	<b>2 469 278,1</b>

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations diplomatiques étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la balance des paiements.

**TABLEAU A5 : Répartition géographique des exportations du Mali**

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA) / FOB

ZONES GEOGRAPHIQUES	2 018			2 019			2 020		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
<b>EUROPE</b>	57 450	670 819	33,7	103 569	816 624	37,9	71 728	982 132	35,6
Union Européenne	56 151	46 352	2,3	47 922	38 314	1,8	49 395	42 072	1,5
<i>ZONE EURO</i>	34 887	34 058	1,7	37 963	32 222	1,5	33 194	30 178	1,1
<i>France</i>	10 378	9 311	0,5	11 512	9 378	0,4	10 333	8 066	0,3
Allemagne	3 000	3 715	0,2	1 713	4 331	0,2	1 423	5 517	0,2
Italie	3 131	3 661	0,2	1 348	1 787	0,1	1 050	1 611	0,1
Pays-Bas	7 918	8 258	0,4	12 358	9 645	0,4	8 912	4 911	0,2
Belgique	1 253	2 790	0,1	1 791	1 845	0,1	1 935	3 856	0,1
Autres pays européens de l'UE	20 054	11 400	0,6	9 241	5 236	0,2	16 201	11 894	0,4
<i>Royaume-Uni</i>	1 210	894	0,0	718	856	0,0	609	646	0,0
Autres pays d'Europe	1 299	624 467	31,4	55 647	778 310	36,1	21 724	939 414	34,0
<i>Dont Suisse</i>	814	624 316	31,4	787	760 300	35,3	522	931 979	33,8
Russie	485	150	0,0	63	139	0,0	6 341	1 446	0,1
<b>AFRIQUE</b>	487 313	948 829	47,6	617 875	1 038 421	48,2	547 801	1 172 332	42,5
<b>CEDEAO</b>	424 623	293 505	14,7	565 339	251 183	11,7	501 240	241 575	8,8
<i>UEMOA</i>	400 830	280 658	14,1	526 439	231 675	10,8	452 735	219 787	8,0
<i>Bénin</i>	8 352	20 088	1,0	601	12 335	0,6	481	11 984	0,4
Burkina	169 256	49 389	2,5	178 267	55 898	2,6	236 249	42 044	1,5
Côte d'Ivoire	61 757	58 323	2,9	90 088	41 356	1,9	58 105	42 001	1,5
Guinée Bissau	9	263	0,0	34	219	0,0	114	245	0,0
Niger	9 579	19 234	1,0	12 194	11 067	0,5	18 116	10 783	0,4
Sénégal	139 605	126 080	6,3	228 886	102 051	4,7	123 562	102 475	3,7
Togo	12 273	7 280	0,4	16 370	8 750	0,4	16 109	10 256	0,4
Autres pays de la CEDEAO	23 794	12 847	0,6	38 899	19 508	0,9	48 505	21 788	0,8
<i>Cap vert</i>	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	453	79	0,0	2 831	288	0,0	4 683	437	0,0
Ghana	11 362	1 945	0,1	14 336	2 894	0,1	26 332	5 885	0,2
Guinée Conakry	10 290	9 730	0,5	19 106	14 872	0,7	10 108	13 696	0,5
Libéria	281	621	0,0	545	1 188	0,1	199	501	0,0
Nigéria	1 406	466	0,0	2 033	212	0,0	7 168	1 265	0,0
Sierra Leone	0	6	0,0	49	54	0,0	15	3	0,0
Autres pays d'Afrique	62 689	655 323	32,9	52 536	787 238	36,6	46 560	930 757	33,7
Algérie	0	0	0,0	2	6	0,0	0	0	0,0
Maroc	15 071	3 933	0,2	13 099	3 778	0,2	14 783	4 004	0,1
Tunisie	320	181	0,0	681	685	0,0	198	167	0,0
Caméroun	0	3	0,0	57	162	0,0	8	61	0,0
Kenya	8	5	0,0	0	0	0,0	2	87	0,0
Afrique du Sud	775	645 266	32,4	270	778 128	36,1	237	923 164	33,5
<b>AMERIQUE</b>	20 616	12 059	0,6	6 379	8 249	0,4	8 999	10 526	0,4
Canada	454	581	0,0	1 658	964	0,0	2 340	2 729	0,1
Etats-Unis	20 099	11 302	0,6	4 626	6 512	0,3	6 540	7 004	0,3
Autres pays d'Amérique	63	177	0,0	95	773	0,0	118	793	0,0
<b>ASIE</b>	330 649	356 937	17,9	231 751	285 138	13,2	362 868	352 405	12,8
Chine	57 375	16 431	0,8	62 439	19 273	0,9	201 364	30 334	1,1
Hong-Kong	22	55	0,0	5	3 433	0,2	2	636	0,0
Inde	15 713	12 388	0,6	39 334	38 120	1,8	37 155	20 420	0,7
Japon	632	2 133	0,1	263	534	0,0	440	3 302	0,1
Taiwan	0	0	0,0	149	412	0,0	51	44	0,0
Thaïlande	5 661	5 420	0,3	3 802	6 929	0,3	808	752	0,0
Emirates arabes unis	5 441	82 530	4,1	462	11 446	0,5	652	166 949	6,1
Autres pays d'Asie	245 804	237 981	12,0	125 298	204 991	9,5	122 395	115 589	4,2
<b>OCEANIE</b>	12 515	2 788	0,1	374	4 956	0,2	173	241 988	8,8

Sources : BCEAO, INSTAT.

**TABLEAU A6 : Répartition géographique des importations du Mali**

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA) / CAF

ZONES GEOGRAPHIQUES	2 018			2 019			2 020		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
<b>EUROPE</b>	818 819,7	572 189,3	21,8	1 164 734,2	662 964,1	22,0	1 422 235,9	600 064,2	20,4
<i>Union Européenne</i>	648 332	538 154	20,5	788 049,6	581 713	19,3	669 239	457 371	15,6
<b>ZONE EURO</b>	507 364	448 678	17,1	638 912,1	478 331	15,9	643 422	426 711	14,5
France	213 034	203 094	7,7	302 645,9	215 168	7,2	360 674	197 392	6,7
Allemagne	53 472	87 900	3,4	60 472,3	87 817	2,9	51 596	63 155	2,1
Italie	39 770	29 255	1,1	43 525,9	34 222	1,1	40 425	26 945	0,9
Pays-Bas	57 243	22 695	0,9	51 899,4	26 101	0,9	54 791	25 940	0,9
Belgique	30 789	27 691	1,1	35 316,0	30 059	1,0	26 563	26 775	0,9
<i>Autres pays européens de</i>	113 056	62 808	2,4	145 052,4	84 965	2,8	25 817	30 660	1,0
Royaume-Uni	3 001	13 439	0,5	4 085,1	18 417	0,6	3 780	12 047	0,4
<i>Autres pays d'Europe</i>	170 488	34 036	1,3	376 684,7	81 251	2,7	749 217	130 646	4,4
Dont Suisse	3 156	3 810	0,1	1 359,8	2 675	0,1	27 952	6 086	0,2
Russie	167 332	30 226	1,2	248 007,8	42 251	1,4	331 035	43 995	1,5
<b>AFRIQUE</b>	4 555 083	1 245 918	47,5	5 340 793,2	1 558 088	51,8	6 474 221	1 481 771	50,4
<b>CEDEAO</b>	4 220 652	1 095 052	41,7	4 914 175,4	1 392 666	46,3	6 112 230	1 343 281	45,7
<b>UEMOA</b>	4 064 326	1 044 277	39,8	4 706 036,5	1 320 786	43,9	5 959 151	1 275 724	43,4
Bénin	271 929	86 342	3,3	172 494,6	62 093	2,1	196 861	28 978	1,0
Burkina	39 382	13 310	0,5	75 282,8	40 781	1,4	213 870	52 954	1,8
Côte d'Ivoire	763 999	377 067	14,4	1 361 406,2	407 197	13,5	2 387 963	451 671	15,4
Guinée Bissau	0	1 253	0,0	12,5	387	0,0	0	340	0,0
Niger	86 778	51 204	2,0	131 543,7	65 080	2,2	133 181	73 480	2,5
Sénégal	2 860 236	471 905	18,0	2 929 089,7	683 488	22,7	3 001 206	580 016	19,7
Togo	42 003	43 196	1,6	36 207,2	61 760	2,1	26 070	88 284	3,0
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	156 326	50 775	1,9	208 138,9	71 879	2,4	153 079	67 557	2,3
Cap vert	0	1	0,0	0,1	74	0,0	0	0	0,0
Gambie	190	261	0,0	14 993,9	6 274	0,2	4 341	3 709	0,1
Ghana	99 140	36 599	1,4	114 201,1	46 373	1,5	124 853	48 804	1,7
Guinée Conakry	11 079	4 316	0,2	11 960,9	5 000	0,2	14 555	6 420	0,2
Libéria	9	99	0,0	142,5	645	0,0	10	7	0,0
Nigéria	45 874	9 441	0,4	66 753,7	13 147	0,4	9 275	8 607	0,3
Sierra Leone	35	59	0,0	86,7	366	0,0	44	9	0,0
<i>Autres pays d'Afrique</i>	334 431	150 867	5,7	426 616,8	165 421	5,5	361 991	138 490	4,7
Algérie	10 856	2 167	0,1	88 059,9	9 532	0,3	80 453	6 247	0,2
Maroc	137 759	44 427	1,7	162 179,1	46 005	1,5	124 174	32 453	1,1
Tunisie	36 743	8 036	0,3	34 082,5	9 599	0,3	26 808	6 845	0,2
Caméroun	334	176	0,0	110,9	73	0,0	326	555	0,0
Kenya	467	482	0,0	133,0	301	0,0	369	315	0,0
Afrique du Sud	25 138	77 332	2,9	24 427,4	68 930	2,3	26 873	71 135	2,4
<b>AMERIQUE</b>	300 959	135 182	5,2	432 157,1	133 229	4,4	387 331	141 821	4,8
Canada	9 413	10 457	0,4	5 931,0	9 670	0,3	3 249	11 797	0,4
Etats-Unis	119 263	79 394	3,0	166 745,9	74 631	2,5	139 757	80 847	2,8
<i>Autres pays d'Amérique</i>	172 282	45 332	1,7	259 480,2	48 929	1,6	244 325	49 177	1,7
<b>ASIE</b>	872 765	631 535	24,1	1 178 828,9	631 520	21,0	1 063 780	694 450	23,6
Chine	372 317	384 721	14,7	490 902,4	393 384	13,1	556 766	437 269	14,9
Hong-Kong	773	1 442	0,1	1 216,1	1 750	0,1	1 745	2 352	0,1
Inde	120 432	72 155	2,7	227 771,5	73 185	2,4	248 317	112 936	3,8
Japon	35 157	45 124	1,7	45 849,3	51 833	1,7	42 295	53 613	1,8
Taiwan	425	1 163	0,0	338,9	2 414	0,1	264	929	0,0
Thaïlande	46 612	11 738	0,4	24 791,9	5 317	0,2	19 399	5 605	0,2
Emirates arabes unis	28 663	19 890	0,8	37 584,4	22 586	0,8	44 450	29 507	1,0
<i>Autres pays d'Asie</i>	268 387	95 302	3,6	350 374,4	81 052	2,7	150 546	52 238	1,8
<b>OCEANIE</b>	82 914	39 024	1,5	7 925,2	22 487	0,7	7 093	21 511	0,7
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zéla</i>	9 601	25 042	1,0	6 386,9	21 421	0,7	6 815	21 360	0,7
<b>TOTAL GENERAL</b>	6 630 541	2 623 850	100	8 124 439	3 008 288	100,0	9 354 660	2 939 617	100,0

Sources : BCEAO, INSTAT.

**TABLEAU A7 : Exportations communautaires en 2020**

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Exports Coton	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,2	0,0	0,7
Coton	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	0	64	686	0	0	340	8	1 098
	% Exports Or						0,0		0,0
Or	% Exports totales						0,0		0,0
	Millions FCFA		0				0		0
	% Exports Animaux	0,0	2,3	24,2	0,0	3,9	36,9	0,0	93,0
Animaux vivants	% Exports totales	0,0	0,1	1,0		0,2	1,5	0,0	2,7
	Millions FCFA	0	2 508	26 344	0	4 238	40 209	0	73 298
	% Exports Engrais	0,5	58,3	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	59,2
Engrais	% Exports totales	0,0	0,4	0,0		0,0	0,0	0,0	0,4
	Millions FCFA	109	12 226	39	0	0	41	0	12 415
	% Exports Légumes & Fruits	0	17	1	0	3	24	1	46
Légumes & Fruits	% Exports totales	0	0	0	0	0	0	0	0
	Millions FCFA	0	2 198	175	4	326	3 090	81	5 874
	% Exports Produits énergétiques	0	0	40	0	10	39	0	89
Produits énergétiques	% Exports totales	0	0	0	0	0	0	0	0
	Millions FCFA	0	8	4 262	0	1 090	4 237	0	9 597
	% Exports Fers & Aciers	0,4	52,0	12,2	0,0	1,9	0,3	4,8	71,6
Fers & Aciers	% Exports totales	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
	Millions FCFA	59	6 887	1 611	0	250	36	631	9 473
Divers	% Exports totales	0,4	0,7	0,3	0,0	0,2	2,0	0,3	3,9
	Millions FCFA	11 816	18 153	8 884	241	4 879	54 522	9 535	108 031
<b>Total</b>	<b>% Exports totales</b>	<b>0,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>3,7</b>	<b>0,4</b>	<b>8,0</b>
	<b>Millions FCFA</b>	<b>11 984</b>	<b>42 044</b>	<b>42 001</b>	<b>245</b>	<b>10 783</b>	<b>102 475</b>	<b>10 256</b>	<b>219 787</b>

Source : BCEAO, INSTAT.

**TABLEAU A8 : Importations communautaires en 2020**

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Imports Prod. Alim.	0,1	0,4	9,8	0,0	0,1	8,8	0,4	15,6
Produits alimentaires	% Imports totales	0,0	0,1	1,3	0,0	0,0	1,2	0,1	2,6
	Millions FCFA	321	1 264	32 174	0	225	28 948	1 439	64 371
	% Imports Pétrole	3,0	0,0	42,7	0,0	8,8	61,6	0,3	77,0
Produits pétroliers	% Imports totales	0,7	0,0	9,9		2,0	14,3	0,1	27,0
	Millions FCFA	16 975	21	244 212	0	50 180	352 811	1 567	665 767
	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	3,0	2,0	0,0	0,0	22,3	0,0	19,9
Matériaux de const.	% Imports totales	0,0	0,4	0,3		0,0	3,2	0,0	3,9
	Millions FCFA	0	10 427	7 036		0	78 635	0	96 098
	% Imports premières	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,6	0,0	1,1
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,6	0,0	1,1
	Millions FCFA	2	1 159	10 092	0	19	14 455	934	26 663
	% Imports Mach&véhic.	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,5	0,0	1,0
Machines & véhicules	% Imports totales	0,0	0,0	0,2		0,0	0,1	0,0	0,3
	Millions FCFA	9	78	3 717	0	19	2 359	81	6 263
	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,6	4,2	0,0	0,0	3,6	0,1	6,2
Produits chimiques	% Imports totales	0,0	0,1	0,4		0,0	0,4	0,0	0,9
	Millions FCFA	1	1 513	11 025		5	9 480	257	22 282
Divers	% Imports totales	0,3	1,2	3,1		0,5	0,3	2,9	8,2
	Millions FCFA	7 324	30 548	75 664	289	12 009	6 326	70 763	202 922
<b>Total</b>	<b>% Imports totales</b>	<b>1,0</b>	<b>1,8</b>	<b>15,5</b>	<b>0,0</b>	<b>2,5</b>	<b>20,0</b>	<b>3,0</b>	<b>43,9</b>
	<b>Millions FCFA</b>	<b>24 632</b>	<b>45 011</b>	<b>383 921</b>	<b>289</b>	<b>62 458</b>	<b>493 013</b>	<b>75 042</b>	<b>1 084 366</b>

Source : BCEAO, INSTAT.

**TABLEAU A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2020**

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		19 675,6	6 390,0	79,2	24 631,6	35 858,5	1 112,1	16 198,6	103 945,5
	Burkina	3 506,8		28 793,0	0,0	45 011,3	31 134,6	6 632,9	13 836,2	128 914,8
	Cote d'Ivoire	32 678,6	296 701,3		815,9	383 920,7	67 522,6	78 426,8	31 382,5	891 448,4
	Guinée-Bissau	497,7	0,0	0,0		288,9	6,6	3 348,9	0,0	5 001,4
	Mali	11 984,3	42 044,1	42 000,7	244,7		10 783,0	102 474,8	10 255,8	219 787,3
	Niger	17 611,9	52 859,9	5 118,0	0,0	62 458,1		1 476,2	8 957,2	148 481,2
	Sénégal	11 725,6	30 433,9	119 456,8	39 917,1	493 013,5	12 238,9		11 061,1	717 846,7
	Togo	143 277,4	101 971,9	38 306,2	4 475,6	75 041,5	50 717,1	35 592,5		449 382,2
	UEMOA	221 282,2	543 686,7	240 064,6	45 532,5	1 084 365,5	208 261,2	229 064,3	91 691,3	2 663 948,3

Source : BCEAO / Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**TABLEAU A10 : Principaux produits d'exportation du Mali**

Produits	2 018		2 019		2 020	
	Valeur (en millions FCFA) Valeur (en millions ECEA)	Volume (en tonnes) Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA) Valeur (en millions ECEA)	Volume (en tonnes) Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA) Valeur (en millions ECEA)	Volume (en tonnes) Volume (en tonnes)
Or	13 884	67	1 556 407	83	1 889 563	114
Coton	263 155	275 327	249 114	159 510	161 569	162 720
Animaux vivants	108 393	84 341	123 595	73 803	78 810	37 722
Engrais	34 081	135 884	30 872	110 657	20 975	89 697
Combustibles minéraux	24 681	50 107	15 607	32 253	10 782	30 500
Réacteurs nucléaires, chaudières	16 285	5 182	17 620	5 257	22 228	4 786
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	10 046	3 367	11 920	4 565	11 132	2 863
Fruits comestibles	9 516	57 029	12 308	76 601	10 492	188 336
Graines et fruits oléagineux	6 481	26 650	23 333	100 044	12 874	63 406
Produits pharmaceutiques	5 946	1 833	5 031	1 642	6 179	3 637
Préparations de farine et de céréales	4 905	4 731	4 739	5 225	3 698	4 116
Aliments préparés pour animaux	4 735	65 349	4 553	74 341	2 069	31 222
Boissons	4 591	12 821	3 578	12 132	5 294	16 876
Peaux et cuirs	4 570	4 105	3 229	3 537	2 145	2 661
Machines, appareils et matériels	3 777	2 819	5 515	1 973	4 350	1 858
Matières plastiques et ouvrages	3 609	6 019	3 459	5 625	3 323	5 563
Fonte, fer et acier	2 675	22 860	14 674	54 372	13 239	54 781
Bois	2 427	40 474	3 162	70 346	4 096	80 706
Lait	2 327	1 055	1 988	3 891	1 016	678

Sources : BCEAO, INSTAT.



**TABLEAU A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2019**

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 914,8	1 216,5	137,3	274,4	2 644,3	1 666,0	7 477,8	18 331,1
	Burkina	13 967,2		8 308,1	309,3	1 314,3	3 454,6	1 876,7	11 743,6	40 973,8
	cote d'Ivoire	13 359,4	15 416,3		76,4	3 112,5	3 640,3	3 333,7	11 870,9	50 809,6
	Guinée-Bissau	16,7	16,2	0,0		4,5	115,4	1 861,6	15,9	5 909,5
	Mali	3 432,5	8 143,2	6 546,1	812,7		4 312,7	2 709,4	2 857,4	28 814,0
	Niger	4 971,9	2 181,9	963,0	28,1	437,9		2 742,8	2 208,1	13 533,6
	Sénégal	965,1	9 690,4	1 032,6	707,5	2 915,4	1 020,2		426,0	28 590,4
	Togo	14 361,3	2 924,3	731,3	92,6	510,2	3 397,0	2 856,7		24 873,3
	UEMOA	51 074,1	43 287,1	18 797,5	2 163,9	8 569,1	18 584,4	17 046,9	36 599,6	196 122,7

Source : BCEAO / Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**TABLEAU A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires en 2019**

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 388,8	6 511,1	91,9	1 883,9	10 672,3	5 186,9	4 468,1	32 203,0
	Burkina	5 978,5		13 027,9	26,6	12 094,3	8 897,1	11 441,1	11 925,7	63 391,3
	Cote d'Ivoire	11 811,5	34 774,9		229,0	59 579,4	10 134,0	25 599,2	32 798,2	174 926,2
	Guinée-Bissau	261,8	96,5	336,9		776,8	136,5	6 507,9	410,6	8 527,1
	Mali	4 089,3	9 240,7	14 047,2	55,2		8 348,3	28 997,8	9 834,6	74 613,1
	Niger	10 911,1	2 711,9	2 272,0	30,5	7 827,4		4 412,0	9 454,9	37 619,9
	Sénégal	6 857,5	8 259,7	16 565,8	6 834,7	23 767,2	6 405,6		6 673,6	57 381,1
	Togo	2 738,9	3 874,8	6 900,3	125,2	2 525,0	8 577,6	5 026,7		29 768,6
	UEMOA	42 648,5	62 347,3	59 661,4	7 393,1	108 454,0	53 171,5	87 171,7	75 565,7	496 413,2

Source : BCEAO / Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**TABLEAU A13 : Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus**

<b>Pays</b>	<b>2 016</b>	<b>2 017</b>	<b>2 018</b>	<b>2 019</b>	<b>2 020</b>
<b>AFRIQUE</b>	<b>12 353,4</b>	<b>20 007,4</b>	<b>11 782,7</b>	<b>55 493,2</b>	<b>34 040,7</b>
<i>UEMOA</i>	13 401,6	13 436,8	10 902,2	60 951,7	59 275,0
Bénin	246,8	16,3	403,7	-1 592,6	7 275,5
Burkina	10 304,8	2 000,0	1 394,7	23 113,0	3 774,3
Côte d'Ivoire	4 375,8	6 544,1	-5 017,8	42 106,3	-1 842,5
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	9,6	2 670,3	2 824,8	-7 546,4	49 902,9
Togo	-2 497,1	3 830,1	10 509,7	4 871,3	795,7
Institutions de l'UEMOA	961,8	-1 624,0	787,0	0,0	-630,9
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	0,0	210,3	24,0	-1 660,8	-45 352,2
Ghana	0,0	210,3	24,0	0,0	-46 967,5
Nigéria	0,0	0,0	0,0	-1 660,8	1 615,4
Sierra Leone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>CEMAC</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	-1 048,2	6 360,3	856,5	-3 797,7	20 117,8
Afrique du Sud	-9 426,9	2 498,8	-10 893,7	2 985,3	1 839,0
Libye	4 106,5	726,4	232,9	5 019,1	1 787,6
Maroc	3 630,5	175,9	8 823,9	7 152	14 538
Maurice	0,0	0,0	0,0	-20 285	
Mauritanie	635,2	2 948,2	3 076,8	1 331	1 969
Namibie	0,0	0,0	0,0	0	-16
Tunisie	0,0	0,0	258 765,0	0	0
<b>EUROPE</b>	<b>134 879,6</b>	<b>162 562,0</b>	<b>75 278,0</b>	<b>164 631,2</b>	<b>-28 983,1</b>
<i>UNION EUROPEENNE</i>	14 096,9	28 944,0	1 067,2	140 856,5	-31 963,6
<i>ZONE EURO dont :</i>	7 901,5	13 175,0	868,8	30 217,5	-4 438,6
Allemagne	1 126,2	0,0	0,0	777,7	1 083,4
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	2 314,5	0,0	0,0
France	4 942,9	12 772,8	-1 695,5	28 289,4	-5 193,0
Italie	0,0	0,0	-169,0	-238,9	0,0
Luxembourg	0,0	0,0	30,3	1 374,0	-329,0
Pays-Bas	1 832,3	402,2	-282,0	15,3	0,0
Portugal	0,0	0,0	74 210,9	0,0	0,0
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	6 195,4	15 769,0	74 210,9	110 638,9	-27 525,0
Royaume-Uni	6 195,4	15 769,0	183 487,0	110 638,9	-27 525,0
<i>Europe hors UE dont :</i>	120 782,7	133 618,0	0,0	23 774,7	2 980,5
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	-8 839,3	0,0	1 975,5	0,0	0,0
Gibraltar	0,0	0,0	181 511,5	1 224,6	-450,2
îles de Man	0,0	0,0	0,0	0,0	4 026,7
Îles Vierges Britanniques	129 608,0	133 618,0	0,0	22 550,1	-596,0
<b>AMERIQUE dont:</b>	<b>-8 166,3</b>	<b>7 374,9</b>	<b>-81 889,6</b>	<b>180 770,2</b>	<b>59 732,6</b>
Canada	-8 242,5	7 374,9	-81 697,9	180 770,2	59 732,6
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	76,2	0,0	-191,7	0,0	0,0
<b>ASIE dont :</b>	<b>69,3</b>	<b>3 872,8</b>	<b>498,6</b>	<b>7 512,0</b>	<b>-16 474,4</b>
Chine	-201,6	432,0	172,2	8 223,7	-16 760,7
Inde	244,9	0,0	308,3	-711,7	240,0
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Liban	26,0	0,0	18,1	0,0	16,3
Singapour	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0
Arabie Saoudite	0,0	3 280,0	0,0	0,0	0,0
<b>OCEANIE</b>	<b>72 164,1</b>	<b>30 382,9</b>	<b>70 383,3</b>	<b>115 102,0</b>	<b>66 988,4</b>
Australie	72 164,1	30 382,9	70 383,3	115 102,0	66 988,4
<b>Institutions internationales</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres</b>	0,0	0,0	17,5	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>211 300,0</b>	<b>224 200,0</b>	<b>259 557,6</b>	<b>523 508,5</b>	<b>115 304,2</b>

Source : BCEAO



**TABLEAU A14 : Balance des paiements du Mali de 2019 (détaillée)**  
(millions de FCFA)

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroisse- ments nets de passifs	Solde
	1 100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	4059444,44	4277984,7	-218540,26
1.A	011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	2990483,87	3648710,68	-658226,81
1.A.a	110000_1_B_N_N_E	. - - - Biens	2759384,24	2469278,25	290105,99
1.A.a.1	111000_1_B_N_N_E	. - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	496515,19	2469278,25	-1972763,06
1.A.a.1.1	11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - Dont : Réexportations	44497	0	44497
1.A.a.2	112000_1_B_N_N_E	. - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	112100_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	112200_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	113000_1_B_N_N_E	. - - - - Or non monétaire	2262869,05	0	2262869,05
1.A.b	120000_1_B_N_N_E	. - - - Services	231099,63	1179432,43	-948332,8
1.A.b.1	121000_1_B_N_N_E	. - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	107	305	-198
1.A.b.1.1	121100_1_B_N_N_E	. - - - - - l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	121200_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	107	305	-198
1.A.b.2	122000_1_B_N_N_E	. - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	12914,63	-12914,63
1.A.b.3	123000_1_B_N_N_E	. - - - - Transport	2548,43	477707,8	-475159,37
1.A.b.3.0	123100_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour tous les modes de transports	2548,43	477570,8	-475022,37
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Voyageurs	153,28	17338,38	-17185,1
1.A.3.0.1.1	123110_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Fret	558	455640,18	-455082,18
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_N_N_E	. - - - - - - Autres	1837,15	4592,24	-2755,09
1.A.b.3.1	123130_1_B_N_N_E	. - - - - - Transports maritimes	264	250601,98	-250337,98
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Fret	264	250601,98	-250337,98
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_N_N_E	. - - - - - - Autres	0	0	0

1.A.b.3.2	123230_1_B_N_N_E	.----- Transports aériens	2026,43	49216,84	-47190,41
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_N_N_E	.----- Voyageurs	9,28	15030,3	-15021,02
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_N_N_E	.----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_N_N_E	.----- Fret	180	34173,2	-33993,2
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_N_N_E	.----- Autres	1837,15	13,34	1823,81
1.A.b.3.3	123330_1_B_N_N_E	.----- Autres modes de transport	258	177751,98	-177493,98
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_N_N_E	.----- Voyageurs	144	2308,08	-2164,08
1.A.b.3.3.1.1	123410_1_B_N_N_E	.----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	12341z_1_B_N_N_E	.----- Fret	114	170865	-170751
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_N_N_E	.----- Autres	0	4578,9	-4578,9
1.A.b.3.4	123430_1_B_N_N_E	.----- Services postaux et services de messagerie	0	137	-137
1.A.b.4	124000_1_B_N_N_E	.----- Voyages	46882,73	72035,61	-25152,88
1.A.b.4.1	124100_1_B_N_N_E	.----- À titre professionnel	25490,77	43685,41	-18194,64
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_N_N_E	.----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	124120_1_B_N_N_E	.----- Autres	25490,77	43685,41	-18194,64
1.A.b.4.2	124200_1_B_N_N_E	.----- À titre personnel	21391,96	28350,2	-6958,24
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_N_N_E	.----- Santé	0	5097	-5097
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_N_N_E	.----- Éducation	4538	6828	-2290
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_N_N_E	.----- Autres	16853,96	16425,2	428,76
1.A.b.4.0	124000_1_B_N_N_E	.----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	7253	0	7253
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_N_N_E	.----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_N_N_E	.----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	124031_1_B_N_N_E	.----- Services d'hébergement	7253	0	7253
1.A.b.4.0.4	124041_1_B_N_N_E	.----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	124051_1_B_N_N_E	.----- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	124z51_1_B_N_N_E	.----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	124y51_1_B_N_N_E	.----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	125000_1_B_N_N_E	.----- Travaux de construction	0	37850,37	-37850,37
1.A.b.5.1	125100_1_B_N_N_E	.----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	125200_1_B_N_N_E	.----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	37850,37	-37850,37
1.A.b.6	126000_1_B_N_N_E	.----- Services d'assurance et de retraite	193,2	19700,11	-19506,91
1.A.b.6.1	126100_1_B_N_N_E	.----- Assurance directe	0	14697,67	-14697,67

1.A.b.6.2	126200_1_B_N_N_E	. . . . . Réassurance	0	1629,2	-1629,2
1.A.b.6.3	126300_1_B_N_N_E	. . . . . Services auxiliaires d'assurance	193,2	3325,24	-3132,04
1.A.b.6.4	126400_1_B_N_N_E	. . . . . Services de retraite et de garantie standardisée	0	48	-48
1.A.b.7	127000_1_B_N_N_E	. . . . . Services financiers	7095	11367,6	-4272,6
1.A.b.7.1	127100_1_B_N_N_E	. . . . . Services financiers explicitement facturés et autres	7095	11367,6	-4272,6
1.A.b.7.2	127200_1_B_N_N_E	. . . . . Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	128000_1_B_N_N_E	. . . . . Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	129000_1_B_N_N_E	. . . . . Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	120368,84	68145,81	52223,03
1.A.b.9.1	129100_1_B_N_N_E	. . . . . Services de télécommunications	120368,84	58036,99	62331,85
1.A.b.9.2	129200_1_B_N_N_E	. . . . . Services d'informatique	0	9816,4	-9816,4
1.A.b.9.3	129300_1_B_N_N_E	. . . . . Services d'information	0	292,42	-292,42
1.A.b.10	12A000_1_B_N_N_E	. . . . . Autres services aux entreprises	1923,22	70007,5	-68084,28
1.A.b.10.1	12A100_1_B_N_N_E	. . . . . Services de recherche-développement	0	2918,65	-2918,65
1.A.b.10.2	12A200_1_B_N_N_E	. . . . . Services spécialisés et services de conseil en gestion	11	17802,47	-17791,47
1.A.b.10.3	12A300_1_B_N_N_E	. . . . . Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1912,22	49286,38	-47374,16
1.A.b.11	12B000_1_B_N_N_E	. . . . . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	33,78	0	33,78
1.A.b.11.1	12B100_1_B_N_N_E	. . . . . Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	12B200_1_B_N_N_E	. . . . . Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	33,78	0	33,78
1.A.b.12	12C000_1_B_N_N_E	. . . . . Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	51947,43	409398	-357450,57
1.A.b.0.1	12D000_1_B_N_N_E	. . . . . Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	130000_1_B_N_AL_E	. . . Revenu primaire	88869,63	514098,03	-425228,4
1.B.1	131000_1_B_N_AL_E	. . . . Rémunération des salariés	38968,25	24311,73	14656,52
1.B.2	300000_3_B_N_AL_E	. . . . Revenus des investissements	46017,38	489786,3	-443768,92
1.B.2.1	310000_3_B_N_AL_E	. . . . . Investissements directs	2260,84	410685,03	-408424,19
1.B.2.1.1	310000_3E_B_N_AL_E	. . . . . Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	994,27	397628,54	-396634,27
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_N_AL_E	. . . . . Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	994,27	206961,45	-205967,18
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_N_AL_E	. . . . . Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	4,2	204371,98	-204367,78
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_B_N_AL_E	. . . . . Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	982	0	982

1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_B_N_AL_E	..... Entre entreprises soeurs	8,07	2589,47	-2581,4
1.B.2.1.1.1.3	311131_3D_B_N_AL_E	..... si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3	311132_3D_B_N_AL_E	..... si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3	311133_3D_B_N_AL_E	..... si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	310000_3R_B_N_AL_E	..... Bénéfices réinvestis	0	190667,09	-190667,09
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B_N_AL_E	..... Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1	31100z_3_B_N_AL_E	..... Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	310000_3I_B_N_AL_E	..... Intérêts	1266,57	13056,49	-11789,92
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_N_AL_E	..... Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	706,57	11110	-10403,43
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_N_AL_E	..... Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	16,49	-16,49
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_N_AL_E	..... Entre entreprises soeurs	560	1930	-1370
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_N_AL_E	..... si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	312320_3I_B_N_AL_E	..... si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	312330_3I_B_N_AL_E	..... si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	310000_3F_B_N_AL_E	..... Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	320000_3_B_N_AL_E	..... Investissements de portefeuille	40558,67	41154,07	-595,4
1.B.2.2.1	320000_3E_B_N_AL_E	..... Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	818,64	291,07	527,57
1.B.2.2.1.1	321100_3D_B_N_AL_E	..... Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	501,64	291,07	210,57
1.B.2.2.1.2	321200_3P_B_N_AL_E	..... Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	317	0	317
1.B.2.2.1.2.1	321200_3D_B_N_AL_E	..... Dividendes	174	0	174
1.B.2.2.1.2.2	321200_3R_B_N_AL_E	..... Bénéfices réinvestis	143	0	143
1.B.2.2.2	320000_3I_B_N_AL_E	..... Intérêts	39740,03	40863	-1122,97
1.B.2.2.2.1	320000_3I_B_N_ST_E	..... À court terme	10149	5281	4868
1.B.2.2.2.2	320000_3I_B_N_LT_E	..... À long terme	29591,03	35582	-5990,97
1.B.2.3	340000_3_B_N_AL_E	..... Autres investissements	3197,87	37947,2	-34749,33
1.B.2.3.1	340000_3D_B_N_AL_E	..... Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0



1.B.2.3.2	340000_3I_B_N_AL_E	. . . . . Intérêts	3197,87	37947,2	-34749,33
1.B.2.3.2M	340000_3F_B_N_AL_E	. . . . . Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	340000_3P_B_N_AL_E	. . . . . Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	350000_3_B_N_AL_E	. . . . . Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	350000_3E_B_N_AL_E	. . . . . Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	350000_3I_B_N_AL_E	. . . . . Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	350000_3F_B_N_AL_E	. . . . . Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	132000_1_B_N_AL_E	. . . . . Autre revenu primaire	3884	0	3884
1.B.3.1	132100_1_B_N_AL_E	. . . . . Taxes sur la production et importations	0	0	0
1.B.3.2	132200_1_B_N_AL_E	. . . . . Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	132300_1_B_N_AL_E	. . . . . Loyers	3884	0	3884
1.C	140000_2_B_AL_AL_E	. . . Revenu secondaire	980090,94	115175,99	864914,95
1.C.1	140000_2_B_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	385613	12771	372842
1.C.1.1	141000_2_B_GG_AL_E	. . . . . Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. . . . . . payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.1.1	14100z_2_B_GG_AL_E	. . . . . Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.2	142000_2_B_GG_AL_E	. . . . . Cotisations sociales . . . . . payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2.1	14200z_2_B_GG_AL_E	. . . . . Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.3	143000_2_B_GG_AL_E	. . . . . Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	144000_2_B_GG_AL_E	. . . . . Coopération internationale courante	385613	12771	372842
1.C.1.5	145000_2_B_GG_AL_E	. . . . . Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	14500z_2_B_GG_AL_E	. . . . . Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	140000_2_B_OS_AL_E	. . . . . Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	594477,94	102404,99	492072,95
1.C.2.1	146000_2_B_OS_AL_E	. . . . . Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	534969,9	93912,8	441057,1
1.C.2.1.1	14600z_2_B_OS_AL_E	. . . . . Envois de fonds des travailleurs	534969,9	93912,8	441057,1
1.C.2.2	147000_2_B_OS_AL_E	. . . . . Autres transferts courants	59508,04	8492,19	51015,85
1.C.2.0.1	141000_2_B_OS_AL_E	. . . . . Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	388,99	0	388,99
1.C.2.0.2	142000_2_B_OS_AL_E	. . . . . Cotisations sociales	160,13	5728,53	-5568,4
1.C.2.0.3	143000_2_B_OS_AL_E	. . . . . Prestations sociales	14063,27	541,31	13521,96
1.C.2.0.4	148000_2_B_OS_AL_E	. . . . . Primes d'assurance nettes hors assurance vie	5142	2210,4	2931,6

1.C.2.0.5	149000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	340,3	7	333,3
1.C.2.0.6	144000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	1900,14	4,95	1895,19
1.C.2.0.7	145000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers	37513,21	0	37513,21
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	14A000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	129851,65	3372	126479,65
2.1	210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	2	2688	-2686
2.2	220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	129849,65	684	129165,65
2.2.1	220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	97800	0	97800
2.2.1.1	221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Remises de dette	20000	0	20000
2.2.1.2	222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	77800	0	77800
2.2.1.2.1	22200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	32049,65	684	31365,65
2.2.2.1	221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	32049,65	684	31365,65
2.2.2.2.1	22200z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	22000z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : entre ménages	0	0	0
4	019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	4189296,09	4281356,7	-92060,61
3	300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	484644,81	544156,33	-59511,52
5	300000_4_N_AL_AL_E	financier)	484644,81	544156,33	-59511,52
3.1	310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	664,8	309004,39	-308339,59
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	592,8	469575,69	-468982,89
3.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	592,8	278908,6	-278315,8
3.1.1.1.1	311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	592,8	275875,4	-275282,6
3.1.1.1.2	311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises soeurs	0	3033,2	-3033,2
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_AL_AL_E	inconnu	0	0	0
3.1.1.2	311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	0	190667,09	-190667,09

3.1.1.0.1	31100z_4_N_AL_AL_E	. . . . . Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	3110zz_4_N_AL_AL_E	. . . . . Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.2	312000_4_N_AL_AL_E	. . . . Instruments de dette	72	-160571,3	160643,3
3.1.2.1	312100_4_N_AL_AL_E	. . . . . Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	-146394,3	146394,3
3.1.2.2	312200_4_N_AL_AL_E	. . . . . Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	-18014	18014
3.1.2.3	312300_4_N_AL_AL_E	. . . . . Entre entreprises soeurs	72	3837	-3765
3.1.2.3.1	312310_4_N_AL_AL_E	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	312320_4_N_AL_AL_E	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	312330_4_N_AL_AL_E	. . . . . si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	31200z_4_N_AL_AL_E	. . . . . Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	31201z_4_N_AL_AL_E	. . . . . Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	31202z_4_N_AL_AL_E	. . . . . Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	31203z_4_N_AL_AL_E	. . . . . Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_AL_AL_E	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_AL_AL_E	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_AL_AL_E	. . . . . inconnu	0	0	0
3.2	320000_4_N_AL_AL_E	. . . Investissements de portefeuille	185417,76	212339,33	-26921,57
3.2.1	321000_4_N_AL_AL_E	. . . . Titres de participation et parts de fonds de placement	-68,58	-558,67	490,09
3.2.1.1	321000_4_N_CB_AL_E	. . . . . Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	321000_4_N_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	321000_4_N_DT_AL_E	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-202	-492,47	290,47
3.2.1.4	321000_4_N_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	133,42	-66,2	199,62
3.2.1.4.1	321000_4_N_FC_AL_E	. . . . . Autres sociétés financières	15,42	-152,4	167,82
3.2.1.4.2	321000_4_N_NC_AL_E	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	118	86,2	31,8
3.2.1.0.1	321100_4_N_AL_AL_E	. . . . . Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_AL_AL_E	. . . . . Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_AL_AL_E	. . . . . Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	321200_4_N_AL_AL_E	. . . . . Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0

3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_AL_AL_E	..... Réinvestissement des bénéfiques	0	0	0
3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_AL_AL_E	..... Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	322000_4_N_AL_AL_E	.... Titres de créance	185486,34	212898	-27411,66
3.2.2.1	322000_4_N_CB_AL_E	..... Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	322000_4_N_CB_ST_E	..... À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	322000_4_N_CB_LT_E	..... À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	322000_4_N_MA_AL_E	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	322000_4_N_MA_ST_E	..... À court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	322000_4_N_MA_LT_E	..... À long terme	0	0	0
3.2.2.2	322000_4_N_DT_AL_E	..... Établissements de dépôts autres que la banque centrale	185637,4	21636	164001,4
3.2.2.2.1	322000_4_N_DT_ST_E	..... À court terme	4886	-2496	7382
3.2.2.2.2	322000_4_N_DT_LT_E	..... À long terme	180751,4	24132	156619,4
3.2.2.3	322000_4_N_GG_AL_E	..... Administrations publiques	0	186262	-186262
3.2.2.3.1	322000_4_N_GG_ST_E	..... À court terme	0	-6296	6296
3.2.2.3.2	322000_4_N_GG_LT_E	..... À long terme	0	192558	-192558
3.2.2.4	322000_4_N_OS_AL_E	..... Autres secteurs	-151,06	5000	-5151,06
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_OS_ST_E	..... À court terme	-55,06	0	-55,06
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_OS_LT_E	..... À long terme	-96	5000	-5096
3.2.2.4.1	322000_4_N_FC_AL_E	..... Autres sociétés financières	-151,06	5000	-5151,06
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_FC_ST_E	..... À court terme	-55,06	0	-55,06
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_FC_LT_E	..... À long terme	-96	5000	-5096
3.2.2.4.2	322000_4_N_NC_AL_E	..... Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_NC_ST_E	..... À court terme	0	0	0
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_NC_LT_E	..... À long terme	0	0	0
3.3	330000_4_N_AL_AL_E	... Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	330000_4_N_CB_AL_E	.... Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	330000_4_N_MA_AL_E	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	330000_4_N_DT_AL_E	.... Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	330000_4_N_GG_AL_E	.... Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	330000_4_N_OS_AL_E	.... Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	330000_4_N_FC_AL_E	..... Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	330000_4_N_NC_AL_E	..... Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	331000_4_N_AL_AL_E	..... Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0



3.3.0.1.1	331100_4_N_AL_AL_E	..... Options	0	0	0
3.3.0.1.2	331200_4_N_AL_AL_E	..... Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	332000_4_N_AL_AL_E	..... Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	340000_4_N_AL_AL_E	... Autres investissements	75569,77	22812,61	52757,16
3.4.1	341000_4_N_AL_AL_E	.... Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	342000_4_N_AL_AL_E	.... Monnaie fiduciaire et dépôts	65832,1	-45380,7	111212,8
3.4.2.1	342000_4_N_CB_AL_E	..... Banque centrale	0	-532,2	532,2
3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_ST_E	..... À court terme	0	-532,2	532,2
3.4.2.1.2	342000_4_N_CB_LT_E	..... À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	342000_4_N_MA_AL_E	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_MA_ST_E	..... À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_MA_LT_E	..... À long terme	0	0	0
3.4.2.2	342000_4_N_DT_AL_E	..... Établissements de dépôts autres que la banque centrale	45821,1	-44848,5	90669,6
3.4.2.2.0.1	34200z_4_N_DT_AL_E	..... Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	342000_4_N_DT_ST_E	..... À court terme	45821,1	-44848,5	90669,6
3.4.2.2.2	342000_4_N_DT_LT_E	..... À long terme	0	0	0
3.4.2.3	342000_4_N_GG_AL_E	..... Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	342000_4_N_GG_ST_E	..... À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	342000_4_N_GG_LT_E	..... À long terme	0	0	0
3.4.2.4	342000_4_N_OS_AL_E	..... Autres secteurs	20011	0	20011
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_OS_ST_E	..... À court terme	-3569	0	-3569
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_OS_LT_E	..... À long terme	23580	0	23580
3.4.2.4.1	342000_4_N_FC_AL_E	..... Autres sociétés financières	47	0	47
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_FC_ST_E	..... À court terme	47	0	47
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_FC_LT_E	..... À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	342000_4_N_NC_AL_E	..... Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	19964	0	19964
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_NC_ST_E	..... À court terme	-3616	0	-3616
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_NC_LT_E	..... À long terme	23580	0	23580
3.4.3	343000_4_N_AL_AL_E	.... Prêts	-33669,43	177352,22	-211021,65
3.4.3.1	343000_4_N_CB_AL_E	..... Banque centrale	0	121171	-121171
3.4.3.1.1	34300z_4_N_CB_AL_E	..... Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	121171	-121171
3.4.3.1.2	343000_4_N_CB_ST_E	..... Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	343000_4_N_CB_LT_E	..... Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	343000_4_N_MA_AL_E	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	34300z_4_N_MA_AL_E	réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	343000_4_N_MA_ST_E	..... Autres prêts à court terme	0	0	0

3.4.3.1.9.3	343000_4_N_MA_LT_E	. . . . . Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	343000_4_N_DT_AL_E	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-33729,5	-36851	3121,5
3.4.3.2.1	343000_4_N_DT_ST_E	. . . . . À court terme	-33729,5	-48514,5	14785
3.4.3.2.2	343000_4_N_DT_LT_E	. . . . . À long terme	0	11663,5	-11663,5
3.4.3.3	343000_4_N_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	0	51200	-51200
3.4.3.3.1	34300z_4_N_GG_AL_E	. . . . . Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	343000_4_N_GG_ST_E	. . . . . Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	343000_4_N_GG_LT_E	. . . . . Autres à long terme	0	51200	-51200
3.4.3.4	343000_4_N_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	60,07	41832,22	-41772,15
3.4.3.4.0.1	343000_4_N_OS_ST_E	. . . . . À court terme	55	32552,5	-32497,5
3.4.3.4.0.2	343000_4_N_OS_LT_E	. . . . . À long terme	5,07	9279,72	-9274,65
3.4.3.4.1	343000_4_N_FC_AL_E	. . . . . Autres sociétés financières	0	-1580	1580
3.4.3.4.1.1	343000_4_N_FC_ST_E	. . . . . À court terme	0	-1252	1252
3.4.3.4.1.2	343000_4_N_FC_LT_E	. . . . . À long terme	0	-328	328
3.4.3.4.2	343000_4_N_NC_AL_E	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	60,07	43412,22	-43352,15
3.4.3.4.2.1	343000_4_N_NC_ST_E	. . . . . À court terme	55	33804,5	-33749,5
3.4.3.4.2.2	343000_4_N_NC_LT_E	. . . . . À long terme	5,07	9607,72	-9602,65
3.4.4	344000_4_N_AL_AL_E	. . . . . Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	857	-857
3.4.4.1	344000_4_N_CB_AL_E	. . . . . Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	344000_4_N_MA_AL_E	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	344000_4_N_DT_AL_E	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	344000_4_N_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	344000_4_N_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	0	857	-857
3.4.4.4.1	344000_4_N_FC_AL_E	. . . . . Autres sociétés financières	0	857	-857
3.4.4.4.2	344000_4_N_NC_AL_E	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	344100_4_N_AL_AL_E	. . . . . Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	344200_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	344300_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	344400_4_N_AL_AL_E	. . . . . Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	344500_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	344600_4_N_AL_AL_E	. . . . . Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0

3.4.5	345000_4_N_AL_AL_E	.---- Crédits commerciaux et avances	-28113,9	-21374,25	-6739,65
3.4.5.1	345000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	345000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	345000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	345000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	345000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	345000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	345000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	345000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	345000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	345000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	345000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	345000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	345000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	-28113,9	-21374,25	-6739,65
3.4.5.4.0.1	345000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	-28113,9	-21374,25	-6739,65
3.4.5.4.0.2	345000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.1	345000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0	779	-779
3.4.5.4.1.1	345000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	0	779	-779
3.4.5.4.1.2	345000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	345000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-28113,9	-22153,25	-5960,65
3.4.5.4.2.1	345000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	-28113,9	-22153,25	-5960,65
3.4.5.4.2.2	345000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.6	346000_4_N_AL_AL_E	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	71521	-88641,56	160162,56
3.4.6.1	346000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0	-91276,56	91276,56
3.4.6.1.1	346000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0	-91276,56	91276,56
3.4.6.1.2	346000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	346000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	346000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	346000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	346000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-1073	-154	-919
3.4.6.2.1	346000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	-1073	-154	-919
3.4.6.2.2	346000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	346000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	346000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	346000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0	0	0

3.4.6.4	346000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	72594	2789	69805
3.4.6.4.0.1	346000_4_N_OS_ST_E	.----- À court terme	-18406	3038	-21444
3.4.6.4.0.2	346000_4_N_OS_LT_E	.----- À long terme	91000	-249	91249
3.4.6.4.1	346000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	0	-249	249
3.4.6.4.1.1	346000_4_N_FC_ST_E	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	346000_4_N_FC_LT_E	.----- À long terme	0	-249	249
3.4.6.4.2	346000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	72594	3038	69556
3.4.6.4.2.1	346000_4_N_NC_ST_E	.----- À court terme	-18406	3038	-21444
3.4.6.4.2.2	346000_4_N_NC_LT_E	.----- À long terme	91000	0	91000
3.4.7	347000_4_N_AL_AL_E	.---- Droits de tirage spéciaux	0	-0,1	0,1
3.5	350000_4_N_AL_AL_E	.-- Avoirs de réserve	222992,48	0	222992,48
3.5.1	351000_4_N_AL_AL_E	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	351100_4_N_AL_AL_E	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	351200_4_N_AL_AL_E	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	352000_4_N_AL_AL_E	.---- Droits de tirage spéciaux	133505,6	0	133505,6
3.5.3	353000_4_N_AL_AL_E	.---- Position de réserve au FMI	-7668,6	0	-7668,6
3.5.4	354000_4_N_AL_AL_E	.---- Autres avoirs de réserve	97155,48	0	97155,48
3.5.4.1	354100_4_N_AL_AL_E	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	97155,48	0	97155,48
3.5.4.1.1	354110_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur les autorités monétaires	-183,9	0	-183,9
3.5.4.1.2	354120_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur d'autres entités	97339,38	0	97339,38
3.5.4.2	354200_4_N_AL_AL_E	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	354210_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_AL_ST_E	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_AL_LT_E	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	354220_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	354300_4_N_AL_AL_E	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	354400_4_N_AL_AL_E	.----- Autres créances	0	0	0
6	400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-3704651,28	-3737200,37	32549,09
0.	000000_0_N_N_N_E	. - Postes pour mémoire	0	0	0
0.0	000000_0_N_N_N_E	.-- Financement exceptionnel	31762	0	31762
1.	220000_9_B_AL_AL_E	. - Transferts courants et ou en capital	20000	0	20000
1.1.	221100_9_B_AL_AL_E	.--- Remises de dettes	20000	0	20000
1.2.	221200_9_B_AL_AL_E	.--- Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.3.	22130z_9_B_AL_AL_E	.--- Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0	0	0
1.0.1	221000_9_B_CB_AL_E	.---- Banque centrale	0	0	0
1.0.1.1	221100_9_B_CB_AL_E	.----- Remises de dettes	0	0	0



1.0.1.2	221200_9_B_CB_AL_E	. . . . . Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.1.3	22130z_9_B_CB_AL_E	. . . . . Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0	0	0
1.0.2	221000_9_B_MA_AL_E	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
1.0.2.1	221100_9_B_MA_AL_E	. . . . . Remises de dettes	0	0	0
1.0.2.2	221200_9_B_MA_AL_E	. . . . . Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.2.3	22130z_9_B_MA_AL_E	. . . . . Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0	0	0
1.0.3	221000_9_B_DT_AL_E	. . . . . Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
1.0.3.1	221100_9_B_DT_AL_E	. . . . . Remises de dettes	0	0	0
1.0.3.2	221200_9_B_DT_AL_E	. . . . . Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.3.3	22130z_9_B_DT_AL_E	. . . . . Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0	0	0
1.0.4	221000_9_B_GG_AL_E	. . . . . Administration publique	20000	0	20000
1.0.4.1	221100_9_B_GG_AL_E	. . . . . Remises de dettes	20000	0	20000
1.0.4.2	221200_9_B_GG_AL_E	. . . . . Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.4.3	22130z_9_B_GG_AL_E	. . . . . Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0	0	0
1.0.5	221000_9_B_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	0	0	0
1.0.5.1	221100_9_B_OS_AL_E	. . . . . Remises de dettes	0	0	0
1.0.5.2	221200_9_B_OS_AL_E	. . . . . Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.5.3	22130z_9_B_OS_AL_E	. . . . . Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0	0	0
2.	310000_9_N_AL_AL_E	. - Investissements directs	0	0	0
2.1.	311100_9_N_AL_AL_E	. - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.2.	311200_9_N_AL_AL_E	. - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.1	311000_9_N_CB_AL_E	. . . . . Banque centrale	0	0	0
2.0.1.1.	311100_9_N_CB_AL_E	. . . . . Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.0.1.2.	311200_9_N_CB_AL_E	. . . . . Instruments de dette	0	0	0
2.0.2	312000_9_N_MA_AL_E	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
2.0.2.1.	312100_9_N_MA_AL_E	. . . . . Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.0.2.2.	312200_9_N_MA_AL_E	. . . . . Instruments de dette	0	0	0
2.0.3	313000_9_N_DT_AL_E	. . . . . Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
2.0.3.1.	313100_9_N_DT_AL_E	. . . . . Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0

2.0.3.2.	313200_9_N_DT_AL_E	. . . . . Instruments de dette	0	0	0
2.0.4	311000_9_N_GG_AL_E	. . . . Administration publique	0	0	0
2.0.4.1.	311100_9_N_GG_AL_E	. . . . . Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.0.4.2.	311200_9_N_GG_AL_E	. . . . . Instruments de dette	0	0	0
2.0.5	315000_9_N_OS_AL_E	. . . . Autres secteurs	0	0	0
2.0.5.1.	315100_9_N_OS_AL_E	. . . . . Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.0.5.2.	315200_9_N_OS_AL_E	. . . . . Instruments de dette	0	0	0
3.	320000_9_N_GG_AL_E	. - Investissement de portefeuille	0	0	0
3.1.	321000_9_C_GG_AL_E	. . - Prises de participations liées à une réduction de la dette	0	0	0
4.	340000_9_N_GG_AL_E	. - Autres investissements	11762	0	11762
4.1.	341100_9_N_AL_AL_E	. . - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.2.	341200_9_N_AL_AL_E	. . - Rééchelonnement de dettes existantes	11762	0	11762
4.0.1	341000_9_N_CB_AL_E	. . . - Banque centrale	0	0	0
4.0.1.1	341100_9_N_CB_AL_E	. . . . Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.0.1.2	341200_9_N_CB_AL_E	. . . . Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
4.0.2.	341000_9_N_MA_AL_E	. . . - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
4.0.2.1	341100_9_N_MA_AL_E	. . . . Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.0.2.2	341200_9_N_MA_AL_E	. . . . Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
4.0.3.	341000_9_N_DT_AL_E	. . . - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
4.0.3.1	341100_9_N_DT_AL_E	. . . . Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.0.3.2	341200_9_N_DT_AL_E	. . . . Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
4.0.4.	341000_9_N_GG_AL_E	. . . - Administration publique	11762	0	11762
4.0.4.1	341100_9_N_GG_AL_E	. . . . Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.0.4.2	341200_9_N_GG_AL_E	. . . . Rééchelonnement de dettes existantes	11762	0	11762
4.0.5.	341000_9_N_OS_AL_E	. . . - Autres secteurs	0	0	0
4.0.5.1	341100_9_N_OS_AL_E	. . . . Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.0.5.2	341200_9_N_OS_AL_E	. . . . Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
5.	343000_9A_N_GG_AL_E	. - Arriérés	0	0	0
5.1.	343000_9A_N_GG_AL_E	. . - Accumulation d'arriérés	0	0	0

5.1.1	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . Principal sur la dette à court terme	0	0	0
5.1.2	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . Principal sur la dette à long terme	0	0	0
5.1.3	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . Intérêts initiaux	0	0	0
5.1.4	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . Intérêts de pénalisation	0	0	0
5.2.	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . Remboursement d'arriérées	0	0	0
5.2.1	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . Principal	0	0	0
5.2.2	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . Intérêts	0	0	0
5.3.	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0
5.3.1	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . Principal	0	0	0
5.3.2	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . Intérêts	0	0	0
5.4.	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . Annulation d'arriérés	0	0	0
5.4.1.	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . . Principal	0	0	0
5.4.2.	343000_9A_N_GG_AL_E	. . . . . Intérêts	0	0	0

Source : BCEAO

**Tableau A15 : Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO – MALI**

Code SDMX	Nom du poste	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1_B_N_N_E</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-532,0</b>	<b>-644,1</b>	<b>-464,5</b>	<b>-755,1</b>	<b>-218,5</b>
	Crédit	3 198,6	3034,3	3 395,9	3 704,9	4 059,4
	Débit	3 730,6	3678,4	3 860,4	4 460,0	4 278,0
<b>1_B_N_N_E</b>	<b>Biens et services</b>	<b>-1 333,1</b>	<b>-1217,3</b>	<b>-1 052,5</b>	<b>-1 240,1</b>	<b>-658,2</b>
	Crédit	2 018,5	2005,0	2 325,2	2 602,6	2 990,5
	Débit	3 351,5	3222,3	3 377,7	3 842,7	3 648,7
<b>1_B_N_N_E</b>	<b>Biens</b>	<b>-342,1</b>	<b>-409,6</b>	<b>-212,6</b>	<b>-373,6</b>	<b>290,1</b>
	Crédit	1 745,9	1685,9	1 991,4	2 153,4	2 759,4
	Débit	2 018,0	2095,5	2 204,0	2 527,0	2 469,3
1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 462,5	-1585,3	-1 601,0	-1 939,6	-1 972,8
	Crédit	555,5	510,2	603,1	587,3	496,5
	Débit	2 018,0	2095,5	2 204,0	2 527,0	2 469,3
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont : Réexportations</i>	<i>70,0</i>	<i>67,6</i>	<i>70,7</i>	<i>5,3</i>	<i>44,5</i>
	Crédit	70,0	67,6	70,7	5,3	44,5
	Débit			0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit			0,0	0,0	0,0
	Débit			0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Or non monétaire	1 120,4	1175,7	1 388,4	1 566,1	2 262,9
	Crédit	1 120,4	1175,7	1 388,4	1 566,1	2 262,9
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>1_B_N_N_E</b>	<b>Services</b>	<b>-1 061,0</b>	<b>-807,8</b>	<b>-839,9</b>	<b>-866,6</b>	<b>-948,3</b>
	Crédit	272,6	319,1	333,8	449,2	231,1
	Débit	1 333,6	1126,9	1 173,7	1 315,8	1 179,4
1_B_N_N_E	Transport	-421,8	-415,1	-439,3	-509,5	-475,2
	Crédit	11,2	12,7	16,3	4,9	2,5
	Débit	433,0	427,8	455,6	514,4	477,7
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont fret</i>	<i>-366,1</i>	<i>-376,3</i>	<i>-394,3</i>	<i>-465,5</i>	<i>-455,1</i>
	Crédit	6,2	10,4	12,4	0,8	0,6
	Débit	372,4	386,7	406,7	466,3	455,6
1_B_N_N_E	Voyages	25,8	27,1	26,8	23,4	-25,2
	Crédit	118,9	120,0	126,1	137,8	46,9
	Débit	93,1	92,9	99,3	114,4	72,0
1_B_N_N_E	Autres services	-665,0	-419,8	-427,4	-380,4	-448,0
	Crédit	142,5	186,4	191,4	306,5	181,7
	Débit	807,5	606,2	618,8	686,9	629,7
<b>1_B_N_AL_E</b>	<b>Revenu primaire</b>	<b>-222,1</b>	<b>-290,8</b>	<b>-283,4</b>	<b>-407,5</b>	<b>-425,2</b>
	Crédit	55,6	71,6	97,9	83,2	88,9
	Débit	277,7	362,4	381,3	490,7	514,1
<b>1_B_N_AL_E</b>	<b>Rémunération des salariés</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>13,5</b>	<b>15,3</b>	<b>14,7</b>
	Crédit	19,1	23,2	46,8	40,4	39,0
	Débit	17,9	22,1	33,3	25,0	24,3
<b>3_B_N_AL_E</b>	<b>Revenus des investissements</b>	<b>-224,2</b>	<b>-289,4</b>	<b>-294,7</b>	<b>-426,7</b>	<b>-443,8</b>
	Crédit	31,8	44,6	47,2	39,0	46,0
	Débit	256,0	334,0	342,0	465,7	489,8
<b>1_B_N_AL_E</b>	<b>Autre revenu primaire</b>	<b>1,0</b>	<b>-2,5</b>	<b>-2,1</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>
	Crédit	4,7	3,8	3,9	3,9	0,0



<b>2_B_AL_AL_E</b>	<b>Revenu secondaire</b>	<b>1 023,2</b>	<b>864,1</b>	<b>871,4</b>	<b>892,5</b>	<b>864,9</b>
	Crédit	1 124,6	957,7	972,8	1 019,1	980,1
	Débit	101,4	93,6	101,4	126,5	115,2
<b>2_B_GG_AL_E</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>613,0</b>	<b>428,7</b>	<b>414,2</b>	<b>441,9</b>	<b>372,8</b>
	Crédit	625,6	439,7	419,1	455,6	385,6
	Débit	12,6	10,9	5,0	13,7	12,8
2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	613,0	428,7	414,2	441,9	372,8
	Crédit	625,6	439,7	419,1	455,6	385,6
	Débit	12,6	10,9	5,0	13,7	12,8
<b>2_B_OS_AL_E</b>	<b>Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM</b>	<b>410,2</b>	<b>435,3</b>	<b>457,2</b>	<b>450,7</b>	<b>492,1</b>
	Crédit	499,0	518,1	553,7	563,5	594,5
	Débit	88,8	82,7	96,5	112,8	102,4
2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	394,0	422,8	439,5	433,1	441,1
	Crédit	471,2	491,0	521,2	529,0	535,0
	Débit	77,2	68,1	81,7	95,9	93,9
2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	394,0	422,8	439,5	433,1	441,1
	Crédit	471,2	491,0	521,2	529,0	535,0
	Débit	77,2	68,1	81,7	95,9	93,9
2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	16,2	12,5	17,7	17,6	51,0
	Crédit	27,8	27,1	32,5	34,5	59,5
	Débit	11,6	14,6	14,8	17,0	8,5
<b>2_B_AL_AL_E</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>124,2</b>	<b>150,1</b>	<b>133,0</b>	<b>113,9</b>	<b>126,5</b>
	Crédit	128,5	152,4	139,4	120,3	129,9
	Débit	4,2	2,3	6,4	6,4	3,4
<b>2_B_AL_AL_E</b>	<b>Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits</b>	<b>-3,4</b>	<b>-2,1</b>	<b>-6,1</b>	<b>-5,4</b>	<b>-2,7</b>
	Crédit	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	4,0	2,1	6,1	5,4	2,7
<b>2_B_AL_AL_E</b>	<b>Transferts de capital</b>	<b>127,7</b>	<b>152,2</b>	<b>139,0</b>	<b>119,3</b>	<b>129,2</b>
	Crédit	127,9	152,4	139,4	120,3	129,8
	Débit	0,2	0,2	0,3	1,0	0,7
<b>2_B_GG_AL_E</b>	<b>Administration publique</b>	<b>104,7</b>	<b>114,0</b>	<b>93,5</b>	<b>106,6</b>	<b>97,8</b>
	Crédit	104,7	114,0	93,5	106,6	97,8
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Remises de dette	17,7	18,2	19,0	17,6	20,0
	Crédit	17,7	18,2	19,0	17,6	20,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	87,0	95,7	74,5	89,0	77,8
	Crédit	87,0	95,7	74,5	89,0	77,8
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>2_B_OS_AL_E</b>	<b>Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM</b>	<b>22,9</b>	<b>38,2</b>	<b>45,5</b>	<b>12,7</b>	<b>31,4</b>
	Crédit	23,2	38,5	45,9	13,7	32,0
	Débit	0,2	0,2	0,3	1,0	0,7
2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	22,9	38,2	45,5	12,7	31,4
	Crédit	23,2	38,5	45,9	13,7	32,0
	Débit	0,2	0,2	0,3	1,0	0,7
<b>B_B_AL_AL_E</b>	<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)</b>	<b>-407,7</b>	<b>-494,0</b>	<b>-331,5</b>	<b>-641,2</b>	<b>-92,1</b>

	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>238,1</b>	<b>123,9</b>	<b>72,5</b>	<b>284,1</b>	<b>65,2</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>435,6</b>	<b>541,3</b>	<b>473,1</b>	<b>891,4</b>	<b>575,5</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)</b>	<b>-197,5</b>	<b>-417,4</b>	<b>-400,7</b>	<b>-607,2</b>	<b>-59,5</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Investissement direct</b>	<b>-153,8</b>	<b>-318,3</b>	<b>-259,4</b>	<b>-502,8</b>	<b>-308,3</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>57,5</b>	<b>7,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>211,3</b>	<b>325,6</b>	<b>259,6</b>	<b>503,4</b>	<b>309,0</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Titres de participation et parts de fonds de placement</b>	<b>-83,0</b>	<b>-205,5</b>	<b>-197,7</b>	<b>-361,6</b>	<b>-469,0</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>57,4</b>	<b>7,3</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>140,3</b>	<b>212,8</b>	<b>198,7</b>	<b>362,2</b>	<b>469,6</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Instruments de dette</b>	<b>-70,8</b>	<b>-112,9</b>	<b>-61,7</b>	<b>-141,1</b>	<b>160,6</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>70,9</b>	<b>112,9</b>	<b>60,8</b>	<b>141,1</b>	<b>-160,6</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>-137,6</b>	<b>-16,7</b>	<b>-118,6</b>	<b>-48,1</b>	<b>-191,2</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>104,1</b>	<b>0,0</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>136,9</b>	<b>16,6</b>	<b>118,4</b>	<b>152,1</b>	<b>191,2</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Titres de participation et parts de fonds de placement</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,2</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>1,9</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>1,5</b>	<b>-0,1</b>
<b>4_N_GG_AL_E</b>	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>4_N_OS_AL_E</b>	Autres secteurs	-2,6	-0,6	0,2	-0,4	0,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,7	-0,1	-0,1	-0,2	0,1
	Augmentation nette de passifs	1,9	0,5	-0,4	0,2	-0,1
<b>4_N_FC_AL_E</b>	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>
<b>4_N_NC_AL_E</b>	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>-2,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>1,9</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Titres de créance</b>	<b>-135,0</b>	<b>-16,1</b>	<b>-118,9</b>	<b>-47,0</b>	<b>-27,4</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>103,7</b>	<b>185,5</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>135,0</b>	<b>16,1</b>	<b>118,8</b>	<b>150,6</b>	<b>212,9</b>
<b>4_N_GG_AL_E</b>	Administrations publiques	-135,0	-16,1	-119,4	-152,9	-186,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	135,0	16,1	119,4	152,9	186,3
<b>4_N_OS_AL_E</b>	Autres secteurs	0,0	0,0	0,5	0,5	-192,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	-0,6	-0,3	192,6
<b>4_N_FC_AL_E</b>	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-5,2</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>5,0</i>
<b>4_N_NC_AL_E</b>	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,0</i>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Autres investissements</b>	<b>93,8</b>	<b>-82,4</b>	<b>-22,7</b>	<b>-211,2</b>	<b>52,8</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>181,3</b>	<b>116,8</b>	<b>72,5</b>	<b>24,6</b>	<b>75,6</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>87,5</b>	<b>199,2</b>	<b>95,2</b>	<b>235,9</b>	<b>22,8</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Autres titres de participation</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Autres titres de créances</b>	<b>93,8</b>	<b>-82,4</b>	<b>-22,7</b>	<b>-215,9</b>	<b>-10,8</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>181,3</b>	<b>116,8</b>	<b>72,5</b>	<b>160,3</b>	<b>64,6</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>87,5</b>	<b>199,2</b>	<b>95,2</b>	<b>376,2</b>	<b>75,3</b>
<b>4_N_GG_AL_E</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>-88,7</b>	<b>-121,2</b>	<b>-25,0</b>	<b>-286,0</b>	<b>-51,2</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>88,7</b>	<b>121,2</b>	<b>25,0</b>	<b>286,0</b>	<b>51,2</b>
<b>4_N_OS_AL_E</b>	<b>Autres secteurs</b>	<b>182,5</b>	<b>38,8</b>	<b>2,3</b>	<b>70,1</b>	<b>40,4</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>181,3</b>	<b>116,8</b>	<b>72,5</b>	<b>160,3</b>	<b>64,6</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>-1,2</b>	<b>78,0</b>	<b>70,2</b>	<b>90,2</b>	<b>24,1</b>
<b>4_N_FC_AL_E</b>	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>-3,8</i>	<i>1,5</i>	<i>-4,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>0,0</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,0</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>3,8</i>	<i>0,0</i>	<i>3,8</i>	<i>-2,3</i>	<i>-0,2</i>
<b>4_N_NC_AL_E</b>	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>186,4</i>	<i>37,3</i>	<i>6,8</i>	<i>68,9</i>	<i>40,2</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>181,3</i>	<i>115,3</i>	<i>73,1</i>	<i>161,3</i>	<i>64,5</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>-5,1</i>	<i>78,0</i>	<i>66,3</i>	<i>92,4</i>	<i>24,3</i>
<b>5_N_AL_AL_E</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-107,6</b>	<b>35,3</b>	<b>35,8</b>	<b>33,9</b>	<b>32,5</b>
	<b>Crédit</b>	<b>-3 282,4</b>	<b>-2994,2</b>	<b>-3 258,7</b>	<b>-3 541,1</b>	<b>-3 704,7</b>
	<b>Débit</b>	<b>-3 174,9</b>	<b>-3029,5</b>	<b>-3 294,5</b>	<b>-3 575,0</b>	<b>-3 737,2</b>
<b>0_N_N_N_E</b>	<b>Solde global</b>	<b>-317,8</b>	<b>-41,3</b>	<b>104,9</b>	<b>264,2</b>	<b>450,8</b>
	<b>Crédit</b>	<b>-193,4</b>	<b>68,6</b>	<b>204,1</b>	<b>123,2</b>	<b>419,4</b>
	<b>Débit</b>	<b>124,4</b>	<b>109,9</b>	<b>99,2</b>	<b>-141,0</b>	<b>-31,3</b>
	<b>Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts</b>	<b>317,8</b>	<b>41,3</b>	<b>-104,9</b>	<b>-264,2</b>	<b>-450,8</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>193,4</b>	<b>-68,6</b>	<b>-204,1</b>	<b>-123,2</b>	<b>-419,4</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>-124,4</b>	<b>-109,9</b>	<b>-99,2</b>	<b>141,0</b>	<b>31,3</b>
<b>4_N_CB_AL_E</b>	<b>Banque centrale</b>	<b>306,8</b>	<b>-73,9</b>	<b>-115,0</b>	<b>-181,0</b>	<b>-193,6</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>274,2</b>	<b>-98,1</b>	<b>-178,4</b>	<b>-154,8</b>	<b>-223,0</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>-32,6</b>	<b>-24,3</b>	<b>-63,4</b>	<b>26,2</b>	<b>-29,4</b>
<b>4_N_DT_AL_E</b>	<b>Établissements de dépôts autres que la banque centrale</b>	<b>11,0</b>	<b>115,2</b>	<b>10,1</b>	<b>-83,2</b>	<b>-257,2</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>-80,8</b>	<b>29,6</b>	<b>-25,7</b>	<b>31,6</b>	<b>-196,5</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>-91,8</b>	<b>-85,6</b>	<b>-35,8</b>	<b>114,8</b>	<b>60,7</b>

Source : BCEAO

**Tableau A16 : Position extérieure globale- MALI**

Label	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Net International Investment Position	-2 868,3	-2 788,2	-3 671,3	-4 307,5	-4 465,5	-5 218,7	-5 149,2
Assets	1 427,7	1 783,8	1 739,7	1 445,9	1 513,6	1 830,1	2 183,8
Direct investment	28,7	66,5	128,9	79,2	8,0	6,9	29,1
Equity and investment fund shares	28,7	66,4	103,1	53,3	1,5	4,9	24,9
Direct investor in direct investment enterprises	27,5	63,8	103,0	43,5	1,5	4,9	7,2
Direct investment enterprises in direct investor			0,0		0,0	0,0	0,0
Between fellow enterprises	1,2	2,5	0,0	9,8	0,0	0,0	17,7
if ultimate controlling parent is resident							
if ultimate controlling parent is nonresident							
if ultimate controlling parent is unknown							
Of which: Investment fund shares or units							
Of which: Money market fund shares or units							
Debt instruments	0,0	0,1	25,9	25,9	6,4	2,0	4,3
Direct investor in direct investment enterprises	0,0	0,1	0,0	0,0		0,0	0,0
Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)						0,0	0,0
Between fellow enterprises						2,0	4,3
Portfolio investment	403,0	696,4	505,6	516,8	544,1	588,1	805,3
Equity and investment fund shares	1,8	123,6	2,7	3,7	2,2	4,6	13,6
Central bank					0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	1,2	1,6	1,4	1,8	1,6	2,9	11,6
General government					0,0	0,0	0,0
Other sectors	0,6	122,1	1,3	1,9	0,5	1,7	2,0
Other financial corporations					0,5	0,8	0,4
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					0,0	1,0	1,5
Debt securities	401,2	572,8	502,9	513,2	541,9	583,5	791,7
Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Short-term							
Long-term							
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0	0,0	
Long-term					0,0	0,0	
Deposit-taking corporations, except central bank	399,0	572,8	502,9	512,9	541,7	581,7	790,1
Short-term	262,0	231,1	155,0	106,8	84,0	181,3	146,3
Long-term	137,0	341,7	347,9	406,1	457,7	400,5	643,7
General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0	0,0	
Long-term					0,0	0,0	
Other sectors	2,2	0,0	0,0	0,2	0,2	1,8	1,6
Short-term			0,0	0,2	0,2	0,8	0,7
Long-term	2,2		0,0	0,0	0,0	1,0	0,9
Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other investment	516,8	578,1	894,6	361,4	432,1	551,5	452,9
Other equity							
Currency and deposits	356,0	374,9	741,2	171,9	223,6	232,2	177,7
Central banks					0,0	0,0	
Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0	
Deposit-taking corporations, except central bank	247,0	242,9	415,2	31,6	131,1	107,2	153,0
General government					0,0	0,0	0,0
Other sectors	109,0	132,1	326,0	140,3	92,6	125,0	24,7
Short-term						125,0	1,1
Long-term						0,0	23,6
Other financial corporations						0,9	1,0
Short-term						0,9	1,0
Long-term						0,0	0,0

Loans	109,7	113,4	62,9	152,6	145,7	122,2	87,4
Central bank					0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except the central bank	109,7	113,1	41,2	152,6	145,7	121,0	87,2
Short-term	62,5	76,3	28,6	119,0	145,7	121,0	87,2
Long-term	47,2	36,8	12,6	33,6	0,0	0,0	0,0
General government					0,0	0,0	0,0
Other sectors		0,4	21,8	0,0	0,0	1,2	0,2
Insurance, pension, and standardized guarantee schemes	0,0	0,0	0,0	1,5	1,5	0,0	0,0
Trade credit and advances	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3	154,9	18,0
Central bank					0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except central bank					0,0	0,0	0,0
General government					0,0	0,0	0,0
Other sectors	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3	154,9	18,0
Short-term	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3	99,0	18,0
Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55,9	
Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term						0,0	0,0
Long-term						0,0	0,0
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3	154,9	18,0
Short-term	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3	99,0	18,0
Long-term			0,0		0,0	55,9	0,0
Other accounts receivable	0,6	56,7	1,3	26,9	43,0	42,2	169,7
Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term							
Long-term							
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term							
Long-term							
Deposit-taking corporations, except central bank	0,6	0,6	0,3	0,7	16,0	7,4	6,3
Short-term	0,6	0,6	0,3	0,7	16,0	7,4	6,3
Long-term			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other sectors	0,0	56,2	1,0	26,2	27,0	34,8	163,3
Short-term	0,0	56,2	0,0	25,4	27,0	34,8	72,3
Long-term	0,0	0,0	1,0	0,7	0,0	0,0	91,0
Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term							
Long-term							
Nonfinancial corporations, households, NPISHs	0,0	56,2	1,0	26,2	27,0	34,8	163,3
Short-term		56,2	0,0	25,4	27,0	34,8	72,3
Long-term		0,0	1,0	0,7	0,0	0,0	91,0
Reserve assets	479,2	442,8	210,5	488,5	529,5	683,7	896,5
Monetary gold					0,0		
Gold bullion							
Unallocated gold accounts							
Of which: Monetary gold under swap for cash collateral					0,0		
Special drawing rights	57,4	57,2	46,9	59,3	126,4	132,2	256,7
Reserve position in the IMF	73,0	9,4	31,1	19,2	28,9	24,5	18,6
Other reserve assets	348,7	376,1	132,5	410,0	374,2	526,9	621,2
Currency and deposits	348,7	376,1	132,5	410,0	374,2	526,9	621,2
Claims on monetary authorities	1,2	0,7	2,1	1,9	2,5	2,1	1,9
Claims on other entities	347,5	375,4	130,4	408,2	371,6	524,8	619,3
Securities					0,0		
Debt securities					0,0		
Equity and investment fund shares					0,0		
Of which: Securities under repo for cash collateral					0,0		
Financial derivatives					0,0		
Other claims					0,0		

Liabilities	4 296,0	4 572,0	5 411,0	5 753,4	5 979,1	7 048,8	7 333,0
Direct investment	1 592,8	1 822,4	2 012,6	2 195,8	2 251,4	2 377,1	2 730,8
Equity and investment fund shares	690,3	676,7	818,7	1 052,4	1 290,4	1 291,6	1 811,4
Direct investor in direct investment enterprises	675,2	670,2	812,1	1 041,1	1 289,2	1 291,3	1 807,6
Direct investment enterprises in direct investor	8,5	0,0	0,0	0,8	0,4	0,0	0,4
Between fellow enterprises	6,5	6,5	6,5	10,5	0,8	0,3	3,3
Debt instruments	666,9	1 058,5	1 110,6	989,4	961,0	1 085,6	919,4
Direct investor in direct investment enterprises	666,9	1 057,0	1 015,9	852,7	864,6	942,9	799,9
Direct investment enterprises in direct investor		0,0	72,9	81,8	90,0	105,1	77,9
Between fellow enterprises	0,0	1,5	21,8	54,9	6,4	37,6	41,6
Portfolio investment	216,8	267,1	469,2	395,1	513,2	707,5	920,6
Equity and investment fund shares	20,0	12,6	13,5	14,9	12,1	14,3	15,4
Central bank					0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	14,2	10,0	12,4	9,9	10,1	11,6	11,5
General government					0,0	0,0	0,0
Other sectors	5,8	2,6	1,1	5,1	1,9	2,7	4,0
Debt securities	196,8	254,5	455,7	380,2	501,2	693,2	905,1
Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0	0,0	0,0
Long-term					0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0	0,0	0,0
Long-term					0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	37,1	31,7	101,7	9,8	8,1	49,6	71,2
Short-term	17,3	0,0	34,7	0,0	0,0	5,1	2,6
Long-term	19,8	31,7	67,0	9,8	8,1	44,5	68,7
General government	159,8	219,0	354,0	370,3	489,7	642,6	828,9
Short-term	150,3	88,3	96,1	41,7	117,3	122,9	116,6
Long-term	9,5	130,7	257,9	328,6	372,5	519,7	712,3
Other sectors		3,7			3,3	1,0	5,0
Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Central bank							
Monetary authorities (where relevant)							
Deposit-taking corporations, except central bank	0,4						
General government							
Other sectors	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financial derivatives (other than reserves)							
Other investment	2 486,0	2 482,5	2 929,2	3 162,5	3 214,5	3 964,2	3 681,6
Other equity					0,0	0,0	
Currency and deposits	212,3	308,4	339,3	34,5	177,2	173,1	149,8
Central banks	4,0	2,9	15,6	2,1	16,2	16,2	15,6
Short-term	4,0	2,9	15,6	2,1	16,2	16,2	15,6
Long-term	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0	0,0	
Long-term					0,0	0,0	
Deposit-taking corporations, except the central bank	208,3	305,5	323,8	32,5	160,9	156,9	134,1
General government					0,0	0,0	0,0

Loans	2 180,8	2 014,0	2 334,5	2 675,2	2 748,6	3 466,6	3 343,2
Central bank	72,8	79,6	104,7	113,1	181,2	186,3	297,5
Credit and loans with the IMF	72,8	79,6	104,7	113,1	181,2	186,3	297,5
Other short-term					0,0	0,0	0,0
Other long-term					0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Credit and loans with the IMF					0,0	0,0	0,0
Other short-term					0,0	0,0	0,0
Other long-term					0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except the central bank	165,0	154,5	112,5	368,5	276,2	247,9	211,0
Short-term	0,1	0,1	0,0	0,3	158,1	155,3	106,8
Long-term	164,9	154,4	112,5	368,2	118,1	92,6	104,2
General government	1 484,6	1 754,4	1 843,1	2 069,1	2 094,1	2 574,2	2 625,4
Credit and loans with the IMF					0,0	0,0	0,0
Other short-term					0,0	0,0	0,0
Other long-term	1 484,6	1 754,4	1 843,1	2 069,1	2 094,1	2 574,2	2 625,4
Other sectors	458,5	25,5	274,2	124,5	197,1	458,3	209,2
Short-term	5,5	0,0	217,0	10,7	59,0	147,8	41,0
Long-term	453,0	25,5	57,2	113,9	138,1	310,5	168,2
Other financial corporations	0,0	0,0	13,8	0,0	7,5	7,0	5,4
Short-term			0,0		7,5	6,2	4,9
Long-term			13,8		0,0	0,8	0,5
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	458,5	25,5	260,4	124,5	189,6	451,3	203,8
Short-term	5,5	0,0	217,0	10,7	51,5	141,6	36,1
Long-term	453,0	25,5	43,5	113,9	138,1	309,6	167,7
Insurance, pension, and standardized guarantee schemes					0,4	0,0	4,1
Trade credit and advances	13,2	67,9	56,0	60,1	61,2	123,2	77,8
Central bank							
Monetary authorities (where relevant)							
Deposit-taking corporations, except central bank							
Long-term							
General government							
Other sectors	13,2	67,9	56,0	60,1	61,2	123,2	77,8
Short-term	13,2	67,0	56,0	60,1	60,6	119,6	74,3
Long-term	0,0	1,0	0,0	0,0	0,6	3,6	3,6
Other financial corporations	0,0	1,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,8
Short-term		0,0		0,0	0,7	0,0	0,8
Long-term		1,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	458,5	67,0	56,0	60,1	60,5	123,2	77,1
Short-term	13,224	67,0	56,0	60,1	59,9	119,6	73,5
Long-term	0,013	0,0	0,0	0,0	0,6	3,6	3,6
Other accounts payable - other	9,7	17,4	124,7	323,1	155,9	130,1	37,4
Central bank	9,1	10,1	100,5	300,3	155,9	123,9	28,0
Short-term	9,1	10,1	100,5	300,3	155,9	123,9	28,0
Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	0,6	0,0	0,0	0,2	0,0	0,7	0,5
Short-term	0,6	0,0	0,0	0,2	0,0	0,7	0,5
Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other sectors		7,3	24,2	22,6	0,0	5,5	8,8
Special drawing rights (Net incurrence of liabilities)	70,0	74,6	74,8	69,6	71,2	71,2	69,4

Source : BCEAO



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)